



## Carl Lessard: à la conquête du dalai-lama

Nathalie Petrowski, page A5

## Les délinquants de la santé

Cahier Actuel, page B1

MONTREAL | LUNDI 28 MAI 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117<sup>e</sup> ANNÉE > NO 214 > 68 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

# Oui à l'anglais en troisième année

## La Commission Larose donne son appui à la réforme de l'enseignement de la langue seconde

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Dans son rapport, la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir du français va recommander que Québec maintienne le cap sur l'enseignement de l'anglais langue seconde. Ce n'est pas avant la troisième année que les écoliers devraient être mis en contact avec l'anglais.



Gérald Larose Photothèque La Presse

Cette position fut le passage le plus délicat pour les membres de la commission dirigée par Gérald Larose qui, après 11 mois de travaux, tenaient la semaine dernière un dernier sprint pour publier leur rapport au début de juin, lors d'un forum public à Québec.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, les commissaires ont, après trois jours de discussion, remis au secrétaire de la Commission des états généraux l'ensemble de leur position pour qu'un rapport final puisse être rédigé.

Dès janvier, Gérald Larose avait clairement énoncé quelques orientations sur des irritants du dossier linguistique : pas question de revoir les dispositions sur l'affichage, ni de restreindre l'entrée au réseau collégial anglophone avec les mêmes dispositions qui prévalent pour l'admission au secondaire anglophone — l'un des deux parents doit avoir étudié en anglais au Canada.

Sur l'enseignement de la langue seconde, la vaste majorité des mémoires des groupes entendus préconisait le maintien de la stratégie adoptée avec la réforme de l'éducation, a expliqué une source informée des orientations adoptées la semaine dernière. À compter de septembre prochain, l'enseignement de l'anglais

Voir ANGLAIS en A2



Photo ROBERT SKINNER, La Presse

## U2 charme ses fans montréalais

Les Irlandais de U2 ont fait craquer leurs fans au Centre Molson hier soir alors qu'ils présentaient le premier de leurs deux concerts au Québec. Au fur et à mesure que le poids lourd du rock enfilaient les succès, on sentait la température s'élever dans l'aréna remplie à pleine capacité. Le *Elevation Tour* charmera encore des milliers d'adeptes ce soir pour ensuite repartir vers le Michigan. À lire en pages C1 et C2.

# Le PLQ vire à gauche!

## Barème plancher et indexation des prestations à l'aide sociale font partie de son plan d'action électoral

KATIA GAGNON

MONT-TREMBLANT — À la veille d'une campagne électorale au Québec, le Parti libéral prend un virage à gauche en s'engageant à concrétiser deux mesures réclamées depuis belle lurette par les groupes sociaux : l'établissement d'un barème plancher à l'aide sociale et l'indexation automatique des prestations.

À l'unanimité et presque sans débat, les députés libéraux ont en effet adopté hier deux résolutions qui touchent directement

les prestataires de l'aide sociale. Un éventuel gouvernement libéral ferait de la prestation de base — qui tourne actuellement autour de 500 \$ par mois — un barème plancher, qui ne pourrait plus être diminué par des pénalités. Les libéraux s'engagent également à indexer les prestations en fonction du coût de la vie, ce que le Parti québécois vient tout juste de faire après sept ans de gel des prestations. Le chef libéral Jean Charest s'est dit

Voir PLQ en A2

# Blair ouvre la porte au privé



ISABELLE HACHEY LA PRESSE À LONDRES

Urgences engorgées. Listes d'attente interminables. Pénurie d'infirmières. Chirurgies reportées. Médecins à bout de souffle. Les maux de la santé ne sont que trop familiers aux Québécois. Ils peuvent se consoler en se disant que les Britanniques, eux aussi, ont le malheur de les connaître par coeur.

Après des décennies de sous-financement, le gouvernement de Tony Blair promet de sortir de la crise, une fois pour toutes, le système de santé britannique. Et pour y arriver, croit-il, les travaillistes doivent abattre leurs « barrières idéologiques », quitte à flirter avec le secteur privé.

Le plan du New Labour, qui a toutes les chances de conserver le pouvoir aux élections générales du 7 juin, est ambitieux : embauches massives d'infirmières et de médecins, construction de nouveaux hôpitaux, réduction des listes d'attente. Des milliards seront réinvestis en santé, dont le budget gonflera du tiers d'ici 2006, pour attendre, espère-t-on, le niveau des dépenses européennes.

Mais le programme travailliste fait frémir ceux qui craignent que le système d'accès universel aux soins de santé ne s'engage définitivement — et irrémédiablement — sur la pente de la privatisation. Jamais, disent les critiques, un gouvernement de Westminster n'aurait

Voir BLAIR en A2 Autre texte en A8

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Horoscope	E5
Arts	cahier C	Le monde	A4, A8
- horaire spectacles	C4	Loteries	A2, A4
- horaire télévision	C2	Mots croisés	C7, S10
- cinéma maison	C3	Mot mystère	C7
Auto	D10-D14	Petites annonces	
Bandes dessinées	C7	- immobilier	E4, E5
Boisvert Yves	E1	- marchandises	E5
Bridge	E6	- emplois	E5
Décès	E7	- automobile	E5-E7
Économie	cahier D	- affaires	D4
Éditorial	A12	Politique	A7
Étes-vous observateur	E4	Quoi faire	C6
Feuilleton	C7	Têtes d'affiche	E2
Forum	A13		

### MÉTÉO

Voir page S16

Nuageux, averses en après-midi

Maximum 20, minimum 12



# Les « radicaux » de l'Alliance vont nuire au rapprochement avec le PC, soutient Clark

VINCENT MARISSAL

CALGARY — Le chef conservateur Joe Clark ne ferme pas la porte à la tentative de rapprochement de l'Alliance canadienne, mais il se méfie de Stockwell Day et de ses supporters « radicaux ».



Joe Clark

Le conseil national de l'Alliance canadienne, l'organe directeur du parti de Stockwell Day, a relancé samedi, au terme d'une réunion tumultueuse de deux jours, le projet d'unir les forces de la droite canadienne en vue d'offrir aux électeurs canadiens une solution de rechange aux libéraux fédéraux au pouvoir depuis huit ans.

L'idée d'une union des deux partis de droite n'est pas nouvelle en soi et pourrait s'avérer positive, a commenté hier M. Clark lors d'un

point de presse dans une rue achalandée de Calgary.

Ce qui est nouveau, par contre, reprend M. Clark, c'est la montée au sein de l'Alliance canadienne de groupes « radicaux » qui militent avec ferveur pour sauver le chef Stockwell Day. La présence de tels groupes, dit Joe Clark, risque de bloquer toute tentative de rapprochement entre alliés et conservateurs.

« Si M. Day s'accroche, comme cela semble être le cas maintenant, cela pourrait amener de nouvelles personnes à militer, qui n'auraient

pas milité autrement, et ces gens risquent de radicaliser le parti allianciste, ce qui rendrait les pourparlers dont parle le conseil national de l'Alliance beaucoup plus difficiles », indique M. Clark.

Sans nommer personne, et tout en affirmant vouloir « rester le plus loin possible des problèmes de l'Alliance canadienne pour le bien de tout le monde », Joe Clark fait référence, notamment, au groupe « Grassroots for Day » (la base en faveur de Day) quand il parle de la radicalisation de l'Alliance canadienne.

Engagé dans une lutte acharnée pour sauver Stockwell Day, les « Grassroots for Day » sèment la controverse depuis une semaine au

Voir RADICAUX en A2



MARIE-CLAUDE LORTIE LA NOUVELLE GAUCHE

LUN | 3 > Un projet social

Entre l'élection partielle d'avril dernier dans Mercier et les barricades du Sommet de Québec, une nouvelle gauche s'est fait entendre. Mais quel est son programme ? Dans le dernier volet de sa série, Marie-Claude Lortie constate que ces militants parlent surtout de démocratie participative, de consommation équitable, de projets locaux qui font une différence au quotidien dans la vie des gens. À lire en A6.

# GRAND SPÉCIAL JAUNE

# 1,9%

de financement

Offre d'une durée limitée réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Voyez votre concessionnaire Chevrolet Oldsmobile participant pour tous les détails.

## DEMAIN DANS LA PRESSE

### Une pub pleine d'étoiles

S'offrir une star hollywoodienne pour sa campagne semble bien être la tendance publicitaire du moment chez nos voisins américains. Penelope Cruz pour Ralph Lauren, Sarah Jessica Parker pour la marque Nutrisse, Matt Dillon pour Skechers, Uma Thurman pour Lancôme, Jeremy Irons et Milla Jovovich pour Donna Karan. La liste est longue. D'où vient cette soudaine affluence de grands noms dans la basse-cour publicitaire ? Les acteurs auraient-ils volé la vedette aux mannequins ?

À lire demain dans le cahier Actuel.



## POUR NOUS JOINDRE

**La Presse** 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9  
www.cyberpresse.ca

**RÉDACTION (514) 285-7070**

**Nouvelles générales**  
general@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Éditorial, Forum**  
edito@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4816

**Actuel**  
actuel@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Auto, Mon toit, Santé Voyages**  
aso@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6972

**Quoi faire aujourd'hui**  
quoifaire@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Arts, Spectacles, Cinéma, Livres**  
arts@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4814

**Économie**  
econo@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Sports**  
sports@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 350-4854

**Têtes d'affiche**  
denis.lavoie@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272**  
**PROMOTION (514) 285-7100**  
**COMPTABILITÉ (514) 285-6892**  
**RECOURS (514) 285-6900**

#### PUBLICITÉ

**Les petites annonces : (514) 285-7111**  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30  
**Décès et remerciements : (514) 285-6816**  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30  
**Détailants : (514) 285-6931**  
**National et Télé-Plus : (514) 285-7306**  
**Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320**

**ABONNEMENT (514) 285-6911**  
abonnement@lapresse.ca  
Par télécopieur : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

**Envois de publication canadienne**  
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.  
(USPS03692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

**LOTÉRIES** | **LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **7-6-5** > À quatre chiffres : **5-3-5-5**

## SUITES DE LA UNE

### ANGLAIS

Suite de la page A1

comme langue seconde doit débiter en troisième année. Jusqu'ici, les écoliers ne faisaient leurs premiers pas en anglais qu'en quatrième année.

Seul le Parti libéral du Québec préconisait qu'on abaisse l'âge des premiers apprentissages de la langue seconde. Le PLQ, qui n'a pas déposé de mémoire aux états généraux, propose que des cours d'anglais soient donnés dès la première année.

Sur l'affichage, tout était joué depuis longtemps. Gérald Larose — qui, dit-on, souhaite être candidat du Parti québécois aux prochaines élections générales — avait clairement le mandat de ne pas laisser le groupe se placer en porte-à-faux par rapport à la politique gouvernementale. Le gouvernement péquiste s'en est tenu depuis 1994 à la « nette prédominance » du français dans l'affichage par la loi 86 qu'avait fait adopter Claude Ryan à

la fin du régime Bourassa.

Après avoir entendu la Société Saint-Jean-Baptiste qui réclamait le retour à l'unilinguisme de la loi 101, battu en brèche par la Cour suprême en 1988, et les groupes anglophones qui prônaient le bilinguisme intégral, les commissaires ont pu vite se rabattre sur un confortable statu quo.

Autre question rapidement réglée, on s'en tient au statu quo, le libre choix, pour l'admission au ré-

seau collégial anglophone. Ce printemps, Gérald Larose avait lancé l'idée que les réseaux collégiaux francophone et anglophone pourraient être fusionnés, mais cette idée avait soulevé un tel tollé qu'elle fut vite mise de côté. Les commissaires s'en tiendront dans leur rapport à prôner la multiplication de « passerelles » entre les deux réseaux.

Beaucoup des groupes entendus ont souligné l'urgence d'améliorer

le français écrit et parlé à l'école. Les commissaires ont abondé dans le même sens, insistant davantage sur la formation des maîtres. L'accent sera mis sur le perfectionnement des enseignants. Le bon usage de la langue ne devrait pas être réservé aux cours de français. Mais on ne prônera pas de mesures coercitives susceptibles de disqualifier des enseignants, indique-t-on.

### BLAIR

Suite de la page A1

ouvert la porte avec tant d'enthousiasme au secteur privé.

« Nous ne pouvons justifier de mettre de l'argent dans un système inchangé », a expliqué Tony Blair en dévoilant son programme électoral. Il ne faut surtout pas laisser des barrières idéologiques bloquer les réformes, a ajouté le premier ministre, sinon les services publics risquent d'être « brisés, abattus, vendus aux plus offrants » par les conservateurs.

En novembre, le gouvernement Blair a confié certains soins aux hôpitaux privés du pays pour soula-

ger les urgences, qui croulaient sous la pression. En d'autres termes, le secteur privé soigne les patients en sous-traitance, et c'est le gouvernement qui paie la facture. Tony Blair promet maintenant d'aller encore plus loin sur cette voie afin de réduire les listes d'attente.

« Nous ne devons pas avoir une vision romantique de l'habileté du secteur privé à résoudre des problèmes complexes », prévient toutefois Belinda Finlayson, chercheuse au King's Fund, un groupe de recherche indépendant sur la santé. « Il ne possède pas toujours

la solution miracle, et le fiasco de la privatisation du rail en Grande-Bretagne en est un bon exemple. »

Plusieurs craignent qu'en prenant toujours plus d'expansion, le secteur privé n'en vienne à drainer les médecins et les infirmières des hôpitaux publics — ce qui contribuerait sans doute à... rallonger les listes d'attente.

En général, toutefois, les Britanniques n'ont pas d'objection à ce que le secteur privé soit mis à contribution, en autant qu'ils obtiennent de meilleurs services. « Les Canadiens sont beaucoup plus réti-

cents à prendre ce genre d'initiatives », constate Howard Glennerster, professeur en politiques sociales à la London School of Economics et sommité en matière de systèmes de santé. « Ici, l'époque Thatcher a brisé le tabou. »

Les Britanniques s'en portent-ils plus mal pour autant ? « Les Canadiens ont toujours dépensé plus d'argent en santé que les Britanniques. Historiquement, ils avaient une longueur d'avance. Mais ils n'ont pas réussi à s'adapter. En dix ans, les gouvernements conservateurs et travaillistes ont modifié le

système de santé britannique jusqu'à le rendre méconnaissable. Et je pense que désormais, ce système est plus en mesure de faire face aux défis du rationnement, des pénuries et des attentes de plus en plus élevées des patients », répond M. Glennerster.

« Il est possible de conserver les principes d'un système de soins de santé universel tout en modifiant substantiellement ses structures administratives et financières, conclut le professeur. C'est la leçon que le Canada peut tirer de l'expérience britannique. »

### PLQ

Suite de la page A1

en total accord avec ces deux résolutions. « C'est une chose qu'on peut se payer », a-t-il indiqué devant la presse. Le chef libéral a cependant refusé de s'engager à augmenter substantiellement ce barème plancher, comme le réclament les groupes sociaux, qui voudraient que le chèque de base se situe autour de 700 \$ par mois. « Il y aura un minimum, qui pourra évoluer selon l'économie », s'est borné à dire M. Charest. Le coût des deux mesures adoptées hier tourne autour de 100 millions par an. Signe que les deux résolutions avaient l'accord des bonzes du parti, sur le plancher du conseil, une seule déléguée a osé s'opposer aux résolutions. « Ça n'a pas d'allure qu'on ait tant de gens sur l'aide sociale alors que les entreprises manquent de personnel », a-t-elle lancé. C'est que depuis l'élection de la

non conventionnelle Nathalie Rochefort dans Mercier, où on a également vu émerger l'amorce d'un mouvement de gauche dynamique, les libéraux tentent de se faire les nouveaux champions de la gauche au Québec, eux qui ont souvent été accusés par le passé de négliger les assistés sociaux. Dans les groupes sociaux, on a encore à l'esprit les fameux « boubou-macoutes », qui effectuaient des visites-surprises chez les prestataires. « Il y a eu une prise de conscience collective et la contribution de personnes comme Lyne Beauchamp (députée de Sauvé) et Nathalie Rochefort, qui avaient un bagage différent, ça a sensibilisé à certaines réalités. Il y a eu une évolution des mentalités », estime l'ex-président des jeunes libéraux, Jonathan Sauvé.

Le discours a en effet beaucoup changé. « Si on met des pénalités

sur 500 \$ et que la personne se retrouve avec 300 \$ par mois, l'impact est majeur. Dans la vie des gens et dans ses solutions de survie : le travail au noir ou la prostitution. Ça peut amener d'autres problèmes majeurs », fait valoir Mme Rochefort. Imposer des pénalités sur un chèque mensuel de 500 \$, c'est du « sadisme social », renchérit son collègue de Laurier-Dorion, Christos Sirros. « On dit aux gens : allez donc crever ! »

Et l'aile progressiste du PLQ n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Prochaine étape : une augmentation de ce barème plancher. « Il y a un travail à faire au niveau de l'augmentation des barèmes, mais aussi une révision à faire du concept de sécurité du revenu. Ce qu'on dit aujourd'hui, c'est : arrêtons la saignée, garantissons un minimum, établissons le maintien

de l'indexation ; ce qui nous donne le loisir de revoir nos politiques sociales sans compromettre les plus démunis », dit M. Sirros.

Toujours en vue des élections, les libéraux ont également adopté une résolution-cadre où ils prennent l'engagement solennel — signé par Jean Charest devant les caméras — de faire des régions québécoises une priorité absolue. « L'avenir du Québec passe par nos régions », a lancé le chef du PLQ dans son discours. L'avenir des libéraux aussi, puisqu'ils doivent absolument y conquérir le vote francophone pour être en mesure de prendre le pouvoir.

Peu de mesures concrètes ont ce-

pendant été dévoilées, outre la promesse d'un nouveau programme d'infrastructures ainsi que d'hypothétiques mégaprojets hydroélectriques. Ces engagements pour le moins vagues sur les régions ont d'ailleurs suscité un certain scepticisme chez le président de l'Association des régions, Émilien Nadeau, qui assistait au conseil général. « Entre une résolution-cadre et la réalité, il y a un monde », lance-t-il. « Ça fait 25 ans qu'on parle de décentralisation et on n'a jamais pu achever cette démarche-là. Il va falloir proposer une formule réaliste et crédible », admet la députée de Bonaventure, Nathalie Normandeau.

### RADICAUX

Suite de la page A1

sein de l'Alliance canadienne en multipliant les apparitions bruyantes dans les assemblées des associations de comté, en téléphonant aux membres du parti et en publiant publicités et sondages en faveur de leur chef.

Leurs interventions semblent avoir porté fruits dans plusieurs circonscriptions, qui ont refusé ces derniers jours d'avancer la date du vote de confiance envers le chef Day, vote prévu en avril prochain.

Ce fut notamment le cas chez la populaire députée d'Edmonton-North, Deborah Grey, qui a désavoué son chef le mois dernier en quittant ses fonctions de leader adjointe en Chambre, sans toutefois rejoindre ses huit collègues dissidents qui ont déserté la cause de Stockwell Day il y a deux semaines.

La présence très visible de groupes comme les « Grassroots for Day » parmi les supporters de Stockwell Day, en plus de rebuter les conservateurs, peut aussi effrayer certains alliancistes, ajoute Joc Clark.

« M. Day va attirer de plus en plus de ces militants zélés et de plus en plus de membres de l'Alliance vont se sentir de plus en plus inconfortables dans leur propre parti, avance-t-il. Nous devons nous assurer que ces gens savent que s'ils ne sont pas bien avec l'Alliance canadienne, ils seront les bienvenus chez nous. »

Les craintes de Joe Clark font écho à celles de plusieurs diri-

geants de haut niveau de son parti, qui continuent de croire que certaines idées fondamentales des alliancistes sont inconciliables avec celles des conservateurs.

Le chef conservateur s'interroge aussi sur le moment choisi par le conseil national de l'Alliance canadienne pour relancer le processus de rapprochement. Les problèmes de Stockwell Day à la tête de son parti ne sont certainement pas étrangers à l'initiative des dirigeants alliancistes, croit M. Clark.

« Je suis certain que cela explique en partie leur décision, ils en ont probablement marre des nouvelles qui ne parlent que de leurs malheurs et de leurs problèmes », dit le chef conservateur, ajoutant que le plan de rapprochement de l'Alliance canadienne est pour le moment vague et improvisé.

« Ils (les coprésidents du conseil national) semblent avoir décidé de leur plan en se dirigeant vers leur conférence de presse (samedi), a lancé M. Clark, sourire en coin. Pour le moment, nous n'avons pas reçu de téléphone de leur part et leur projet, du moins ce que j'en lis et ce que j'en entends dans les médias, est très imprécis. »

Samedi, les coprésidents du conseil de l'Alliance canadienne, Ken Kalopsis et Clayton Manness, à qui les journalistes demandaient plus de détails sur leur initiative, ont eu tout le mal du monde à identifier leurs homologues conservateurs à qui ils doivent maintenant parler, dont le président du Parti conser-

vateur, Jacques Léger.

Dans deux résolutions distinctes, le conseil national de l'Alliance demande à ses coprésidents de lancer des pourparlers avec leurs homologues conservateurs en vue de ne présenter qu'un seul candidat de droite dans tous les comtés aux prochaines élections et il enjoint les dirigeants locaux d'organiser, avant la fin septembre, des réunions conjointes dans leur comté.

Joe Clark dit souhaiter que les dirigeants alliancistes appellent leurs vis-à-vis conservateurs, mais il a voulu ralentir hier leur enthousiasme. Avant d'en arriver à des pourparlers sérieux, rappelle-t-il, le Parti conservateur doit d'abord terminer la consultation de ses membres, un processus en cours et qui s'étirera jusqu'en septembre.

Et toujours en se gardant de s'immiscer dans les problèmes de Stockwell Day, le chef conservateur dit ne pas être certain que l'Alliance soit en état de mener des pourparlers pour le moment.

La réunion, cette fin de semaine, du conseil national de l'Alliance devait en principe servir à recréer l'harmonie au sein des troupes, mais elle a plutôt donné lieu à de nouveaux déchirements causés, notamment, par l'expulsion du stratège Rick Anderson du cercle des dirigeants.

M. Day et son caucus reviennent sous le feu des projecteurs dès aujourd'hui avec le retour aux Communes après une semaine de rela-

**Lady-Datejust**  
en or 18 carats  
avec lunette et cadran  
sertis de brillants

**CHÂTEAU D'IVOIRE**  
Depuis 1978

Vente et service technique

2020 rue de la Montagne, juste au nord de Maisonneuve • 845-4651

# ACTUALITÉS

| ORPHELINS DE DUPLESSIS |

## Les centrales syndicales appuient les victimes

Elles réclament du gouvernement une compensation juste et équitable

RAYMOND GERVAIS

APRÈS dix ans d'attente, le dossier des orphelins de Duplessis pourrait enfin connaître un dénouement.

C'est du moins l'avis du docteur Denis Lazure, ex-ministre dans le cabinet de René Lévesque et président du Comité d'appui pour la justice aux orphelins de Duplessis. Ami de longue date du premier ministre Bernard Landry, Denis Lazure, qui participait hier en compagnie des chefs des trois grandes centrales syndicales à une conférence de presse annonçant l'appui des syndicats aux orphelins de Duplessis, se dit confiant que M. Landry ne laissera pas pourrir la situation davantage.

« Depuis 25 ans, nous avons des liens non seulement politiques, mais d'amitié. Je connais ses convictions et je suis certain que M. Landry n'a pas changé d'idée depuis un an, lorsqu'il disait « qu'il faudrait être borné pour ne pas réfléchir de nouveau à cette question là ». Je suis confiant que le dossier

puisse enfin se régler. Je suis optimiste et je pense que nous sommes devant un premier ministre qui veut régler le problème. De plus, l'appui que nous recevons aujourd'hui des trois centrales syndicales est un élément très important qui va, espérons-le, décider le gouvernement Landry à agir le plus tôt possible. Je n'ai pas dans le passé affiché d'optimisme débordant, mais j'ai un optimisme prudent aujourd'hui », a précisé le docteur Lazure.

Hier, Monique Richard, Henri Massé et Marc Laviolette, respectivement président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) et de la Centrale des syndicats nationaux (CSN), ont donné leur appui à la cause défendue par les orphelins de Duplessis. Les chefs syndicaux pressent le premier ministre Bernard Landry d'agir. En solidarité avec les orphelins qui ont été internés en moyenne durant une dizaine d'années dans des hôpitaux psychiatriques, les syndicalistes demandent à

Québec d'offrir une compensation juste et équitable aux victimes, comme cela s'est déjà fait dans d'autres provinces canadiennes.

Interrogé à plusieurs reprises sur le montant de l'indemnité que Québec devrait accorder à chacun des orphelins, Bruno Roy, président du Comité des orphelins de Duplessis, a refusé de préciser un chiffre, se limitant à dire que « cela restera à déterminer, après que Québec aura reconnu ses torts ».

M. Lazure a été plus précis, estimant que le montant de l'indemnité devrait, selon lui, se chiffrer entre 20 000 \$ et 30 000 \$ par personne. Ces sommes seraient l'équivalent des montants accordés dans les autres provinces.

Marc Laviolette a indiqué qu'on ne demandait pas une compensation pour l'ensemble des orphelins au Québec dans les années 1940 et 1950, mais pour quelque 1500 enfants qui ont été internés illégalement, grâce à un diagnostic médical falsifié qui allait à l'encontre des mœurs du temps, à l'encontre du Code civil et de la loi sur

l'adoption de 1925. Nés hors mariage, non adoptés et majoritairement illégitimes, ces enfants furent privés de toute instruction ou de formation professionnelle.

En plus d'un dédommagement monétaire, les orphelins réclament une reconnaissance claire des faits tant par le gouvernement que par les autorités religieuses, ainsi qu'une correction des dossiers médicaux qui, encore aujourd'hui, déclarent débiles ou arriérés mentaux des individus sains d'esprit.

M. Roy se réjouit de l'intervention des trois centrales syndicales qui apportent aux orphelins l'appui de 900 000 personnes. On se souvient qu'un sondage réalisé il y a un peu plus d'un an, précise que près de 80 % des Québécois appuient les revendications des orphelins de Duplessis.

« Ces gens-là ne sont pas uniquement victimes d'une injustice historique, mais qui se poursuit. Ces gens sont vivants et leurs conditions aujourd'hui est le résultat de ce qui s'est passé il y a près de 50 ans », a précisé M. Roy.

Rappelons que l'ancien premier ministre Lucien Bouchard avait offert une somme de 3 millions aux orphelins. Ces derniers avaient été insultés par cette offre et l'avait refusée.

Il faut préciser que la somme de 3 millions offerte était une réparation qui se donnait en services. Mais comme près des trois quarts des orphelins sont prestataires de l'aide sociale, ils avaient déjà accès gratuitement à ces services.

M. Lazure a ajouté que les orphelins demandent une réparation sans égard à la faute. « Je pense qu'un des facteurs qui a retardé le règlement, c'est le fait qu'on a cherché un coupable durant un certain nombre d'années, gouvernement, Église, communautés religieuses et médecins. Or, le rapport du Protecteur du citoyen est clair, il faut un règlement sans égard à la faute. Il y a des mécanismes de compensation de ce type au gouvernement et le temps est venu de régler la question sans recommencer les longues discussions, à savoir : qui a été le responsable. »

## Foule record pour Spencer Tunick, foule record pour le Musée d'art contemporain

LAURA-JULIE PERREAULT

LES ADMINISTRATEURS du Musée d'art contemporain de Montréal garderont un souvenir impérisable de l'artiste Spencer Tunick. Car non seulement aura-t-il fait courir près de 2500 nus sur l'asphalte mouillé de Montréal samedi à l'aube, il aura aussi attiré plus de 7500 badauds au Musée hier. Un record historique pour l'institution de la rue Sainte-Catherine.

« J'ai remercié les gens avec un porte-voix. Je les ai remerciés, car ils sont en train d'opérer un changement en se présentant dans les musées de leur propre ville. Aller au musée, ce n'est pas qu'une activité touristique. » Le sourire fendu jusqu'aux oreilles, Claude Guérin, maestro de la promotion du Musée, sautait de bonheur hier en fin de journée.

« Ce matin, les gens étaient carrément agglutinés devant la photo de Spencer Tunick du Chinatown de Los Angeles, qui était sur la publicité. Plus personne ne pouvait passer ! », riait-il. Tout un choc pour ce havre de l'art contemporain qui reçoit habituellement 300 visiteurs par jour, au dire des agents de sécurité.

Certes, le fait que l'accès était gratuit n'a pas nui. Les 29 musées qui ont gardé leurs portes ouvertes au public hier ont vu plus de 87 000 personnes franchir leur seuil.

### Actualité et identité

Mais l'exposition *Métamorphoses et clonage*, qui met en vedette le photographe croqueur de foules dénudées et dix autres artistes dans la trentaine, a été sans contredit la star de cette journée des musées.

La conservatrice Sandra Grant Marchand, qui a réuni ce cocktail explosif d'artistes visuels, croit que c'est en partie le thème de l'exposition qui a titillé la curiosité des gens. « C'est d'actualité, beaucoup de gens se posent des questions sur la perte ou non de l'identité face aux changements scientifiques et technologiques », commentait-elle, espérant que l'attention médiatique portée à M. Tunick n'éclipsera pas la force des autres oeuvres.

### Envie enfoie

Les images de la performance de M. Tunick se promenaient néanmoins toujours dans la tête de la conservatrice hier. « J'avais les larmes aux yeux en voyant la communion entre Spencer et les participants, c'était une

expérience de foule, mais c'était aussi une expérience individuelle », illustre M<sup>me</sup> Grant Marchand hier, quelques heures après avoir fait ses adieux à M. Tunick.

Selon elle, le secret du succès du photographe tient à cette véritable communication qu'il établit avec ses sujets, mais aussi à l'intense expérience qu'il fait vivre à ces derniers. « Il offre l'occasion aux gens du public de vivre quelque chose qu'ils n'oseraient pas faire dans d'autres circonstances. Cette nudité des corps dans un décor public est peut-être un désir profond enfoui. Il nous oblige à repenser notre corps face à toute cette masse ».

### Heureuse contradiction

Le psychologue Gilles Gadouas analysait un peu de la même manière l'événement artistique de la veille. « Il y a un paradoxe incroyable dans ce que fait Spencer Tunick et c'est dans les paradoxes que naissent les changements. »

Le paradoxe qui émane du travail du New-Yorkais est simple, selon lui. Les personnes qui acceptent de participer sont sujettes à un conformisme total. L'artiste leur dit quoi faire, comment le faire, quand le faire. « Même les gens qui auraient pu être là comme voyeurs finissent par avoir le même comportement que les autres. L'effet d'entraînement est très fort. »

L'envers de ce paradoxe, c'est que Spencer Tunick, en brisant les interdits face au corps et à la nudité détruit un autre conformisme. « Il fait éclater la pensée unique qui elle s'approche du fascisme », concluait le psychologue.

### Peu de naturistes à l'horizon

Autre contradiction fort surprenante, peu ou pas de naturistes québécois, pourtant de plus en plus nombreux, ont accepté de se coucher sur les pavés pour l'oeil de la caméra. Certains se dissocient même entièrement de la session photo.

« Hier, c'était un spectacle, de l'exhibitionnisme, on ne devrait pas favoriser cela. Le naturisme est un choix personnel qui se vit dans le privé », remarquait Réjean Martineau, président de l'Association des camps naturistes du Québec.


« Je ne vois rien d'esthétique dans l'étagage de bouts de chair », ajoutait Laurent Dufour, patron du Camp nature-détente de Saint-Raymond de Portneuf.

Tous les naturistes interrogés étaient néanmoins certains de voir plus de gens affluer vers les sept camps spécialisés du Québec après cette première expérience de nudité publique. Ils en étaient ravis.




Photo: ROBERT SKINNER, La Presse

L'artiste Spencer Tunick a fait courir près de 2500 nus sur l'asphalte mouillé de Montréal samedi à l'aube.



**TOUJOURS PLUS LOIN.**



**279\$** PAR MOIS, location 48 mois\*


0\$ dépôt de sécurité

- ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
- RADIO AM/FM/CD
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
- SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
- MOULURES LATÉRALES
- MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
- CLIMATISEUR
- TRANSMISSION AUTOMATIQUE
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

## DÉTENEZ LE POUVOIR

# ALTIMA

**1,8%\*\*** FINANCEMENT À L'ACHAT



\*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (14R671 AE00). Acompte ou échange équivalent de 2995\$. Limite de 19500 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. \*\*Taux de financement de 1,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. [www.nissancanada.com](http://www.nissancanada.com) 1 800 387-0122

## Les fonctionnaires fédéraux se prononcent en faveur de la grève

Presse Canadienne

OTTAWA — Les fonctionnaires fédéraux se sont prononcés en faveur d'une grève qui pourrait perturber les activités du gouvernement dès le mois d'août prochain.

L'Alliance de la fonction publique du Canada doit annoncer aujourd'hui que ses 87 000 membres ont appuyé le débrayage dans une proportion de 62 à 70 %.

Les négociations se transporteront maintenant devant des bureaux de conciliation, comme l'avait réclamé l'Alliance, en février dernier. Si cette démarche échoue, les fonctionnaires auront droit de débrayer sept jours après le dépôt du rapport du conciliateur, ce qui voudrait dire en août ou en septembre.

Mais le débrayage ne sera pas automatique, si l'on en croit les propos tenus en avril dernier par la présidente de l'Alliance, Nicole Turmel.

« Ça ne veut pas dire que nous irons en grève tout de suite », avait-elle soutenu, suggérant que les moyens de pression s'accroîtront avant de faire la grève. M<sup>me</sup> Turmel n'a pu être jointe hier.

Les fonctionnaires fédéraux exercent déjà des moyens de pression depuis le 25 avril. Ils refusent notamment d'effectuer des heures supplémentaires à moins d'être rémunérés, et s'en tiennent à leur description de tâche.

Amorcées en décembre dernier, les négociations entre l'Alliance et le Conseil du Trésor sont dans un cul-de-sac.

# On recommence : nouvel émissaire US à Jérusalem

JO STRICH  
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Le nouvel émissaire américain au Proche-Orient a pressé hier les Palestiniens d'empêcher le « terrorisme » et salué la « politique de retenue » d'Israël, au début de sa première mission qui a été précédée par deux attentats anti-israéliens.

« Nous avons eu une rencontre constructive sur l'application du rapport Mitchell (...). Hélas, il y a eu de nouvelles violences à Jérusalem, deux attaques terroristes et j'ai pressé Yasser Arafat de faire tout ce qui est possible pour arrêter cela », a déclaré William Burns aux journalistes, à l'issue d'un entretien avec le président palestinien à Ramallah (Cisjordanie).

Deux voitures piégées ont explosé à dix heures d'intervalle à Jérusalem-Ouest, peu avant le début des entretiens de M. Burns avec les responsables palestiniens et israéliens sur les moyens de mettre en oeuvre les recommandations d'apaisement du rapport Mitchell.

La deuxième explosion hier rue Jaffa, principale artère de Jérusalem, a fait deux blessés légers, près de l'endroit où une autre voiture avait explosé dans la nuit, sans faire de victime.

Deux mouvements de l'opposition palestinienne, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, gauche) et le Jihad islamique, ont revendiqué respectivement le premier et le deuxième attentat.

L'un des principaux négociateurs palestiniens Saëb Erakat a estimé « positive » la rencontre entre MM. Burns et Arafat, ajoutant que les deux hommes devaient se retrouver

aujourd'hui.

« Nous avons discuté de toutes les questions, y compris celles portant sur le calendrier et le cadre nécessaire à l'application du rapport Mitchell dans sa totalité et non partiellement », a-t-il dit, appelant à le compléter par le plan jordano-égyptien.

Cette idée a été critiquée par M. Burns qui a souligné qu'il était « extrêmement complexe » de faire la synthèse du rapport de la commission présidée par l'ex-sénateur américain George Mitchell et du plan jordano-égyptien.

M. Burns s'est ensuite rendu à Jérusalem, où il a rencontré le premier ministre Ariel Sharon en présence de ses ministres des Affaires étrangères Shimon Peres et de la Défense Binyamin Ben Eliezer.

M. Peres a estimé, lors de ces entretiens, que le rapport Mitchell

était un moyen de « briser le cycle de la violence ». Il a souligné « l'importance de l'acceptation, sans changement, du rapport Mitchell comme moyen de briser le cycle de la violence et de retourner à la table des négociations », selon un communiqué de la présidence du Conseil.

Ce texte ne fait toutefois aucune mention explicite d'une acceptation claire par Israël d'un gel total de la colonisation dans les territoires palestiniens, recommandé par le rapport Mitchell et rejeté par M. Sharon.

Les Palestiniens, qui soupçonnent Israël de ne vouloir renouer le rapport Mitchell que son appel à la cessation de la violence, n'ont cessé d'insister sur son application dans son intégralité.

Israël accuse les Palestiniens de ne pas vouloir arrêter la violence.

« Depuis que le premier ministre a proposé un cessez-le-feu unilatéral, on a constaté une vague sans précédent de terrorisme », a ainsi affirmé hier à l'AFP un conseiller de M. Sharon, Avi Pazner.

Le premier ministre a décrété le 22 mai au soir un « cessez-le-feu unilatéral » au lendemain de la publication du rapport Mitchell.

Les Palestiniens ont qualifié de « supercherie » cette annonce, exigeant que M. Sharon s'engage à un gel total de la colonisation.

Le chef de la Sécurité publique palestinienne dans la bande de Gaza, le général Abdelrazek al-Maïjaïda, a accusé hier Israël d'avoir violé 96 fois le cessez-le-feu dans ce territoire, tuant deux civils palestiniens et en blessant 84, notamment lors d'une vingtaine d'incursions en zone autonome.



Photo REUTERS

## Le « crois ou meurs ! », version Wahid

Des partisans du président indonésien Abdurrahman Wahid coupent un homme en deux à la machette, lors d'une manifestation de puissance à Banyuwangi, dans l'est de Java. La crise que vit l'Indonésie s'est aggravée ce week-end, le président menaçant d'instaurer l'état d'urgence pour empêcher ses adversaires politiques de le destituer. La semaine qui s'ouvre pourrait être cruciale et sera marquée, mercredi, par une session spéciale du Parlement destinée à franchir la dernière étape séparant le chef de l'État d'une humiliante destitution.

## ITALIE | La gauche récupère Rome, Turin et Naples aux élections municipales d'hier

CLAUDINE RENAUD  
et PATRICK CRAMPONT  
Agence France-Presse

ROME — La gauche italienne, sonnée après sa défaite aux élections générales du 13 mai, a relevé la tête hier en conservant trois des principales villes de la péninsule, Rome, Turin et Naples, selon des résultats diffusés peu avant 00H00 GMT alors que le dépouillement était quasiment achevé.

« Je crois que ce vote nous aidera à conduire une discussion sereine et profonde et à relancer les rapports entre l'Olivier et la société italienne », a notamment commenté Piero Fassino, le numéro deux de la coalition de centre-gauche.

La droite, qui avait conservé Milan sans effort au premier tour, a gardé Benevento (sud) et ravi Rovigo (nord) à la gauche mais sur sept chef-lieux, cinq ont résisté aux sirènes de la coalition de droite de l'homme d'affaires et futur chef de gouvernement italien Silvio Berlusconi.

Même si c'est un lot de consolation, la victoire à Rome de l'ancien ministre de la Culture et secrétaire des Démocrates de gauche (DS) Walter Veltroni revêt une « forte valeur symbolique » et peut être considérée comme « un signe positif » pour la gauche, a estimé de son côté sur la télévision publique Rai 3, Giulio Anselmi, directeur de l'hebdomadaire L'Espresso.

« C'est le signe d'une reprise de l'Olivier », s'est félicité M. Veltroni. « Une fois pour toutes, nous devons tirer la leçon que l'unité est notre force », a-t-il lancé aux centaines de partisans venus le fêter en musique devant la permanence de L'Olivier.

M. Veltroni était crédité de 52,2 % sur les neuf dixièmes des bulletins dépouillés contre 47,8 % pour son adversaire de centre-droit Antonio Tajani, ancien porte-parole du futur chef de gouvernement Silvio Berlusconi.

La gauche conserve une mairie qu'avait dirigée depuis 1993 Francesco Rutelli, le leader de la coalition de l'Olivier et nouveau chef de l'opposition.

La tâche s'annonce cependant difficile pour M. Veltroni qui devra cohabiter avec le président de droite de la région Latium, Francesco Storace (Alliance nationale).

M. Tajani, prenant acte de sa défaite, a noté que les forces de la droite s'étaient renforcées par rapport à 1997, quand M. Rutelli avait été réélu dès le premier tour.

L'ambiance n'en était pas moins euphorique à gauche, à l'issue de ce deuxième tour aux allures de revanche, marqué par une participation de 70,9 % moins forte qu'au premier tour (80 %). Près de 6,4 millions d'italiens étaient appelés aux urnes dans 77 communes.

À Naples, l'ancien ministre de l'Intérieur Rosa Russo Jervolino, 64 ans, succédera à Antonio Bassolino, sans rééditer

toutefois le score record obtenu dès le premier tour par ce dernier en 1997 de 73 %.

Cette fois, le centre-gauche obtient 52,9 % des votes (chiffre provisoire sur 90 % des bulletins dépouillés) contre 47,1 % pour son adversaire de droite Antonio Martusciello.

À Turin, Sergio Chiamparino, 52 ans, choisi au pied levé pour remplacer le candidat initial de la gauche Domenico Campanini, foudroyé à 47 ans par une attaque cardiaque le 1er mars, a remporté une nette victoire bénéficiant d'un report des voix allés au premier tour aux marxistes de Refondation communiste.

Le nouveau maire de Turin a obtenu 52,8 % des voix contre 47,2 % à Roberto Russo, le candidat de la droite, selon un résultat définitif. « Je crois que les électeurs ont voté pour un rééquilibrage raisonnable des rapports de force » entre la droite et la gauche, a-t-il déclaré peu après sa victoire.

La gauche a aussi emporté l'exécutif de la province de Mantoue (nord), celui de Lucca (centre) et conservé les mairies de Rimini (centre) et de Belluno (nord).

Après sa large victoire aux élections générales du 13 mai, si la coalition de droite avait emporté les grandes villes d'Italie ce dimanche, elle aurait administré majoritairement toutes les grandes institutions du pays, régions comprises.

pc-clr/dm eaf.tmf  
AFP

## L'OTAN entre en meeting en Lituanie : l'allure d'une gifle à Moscou

d'après AFP

VILNIUS — Quelque 200 parlementaires des 19 pays de l'OTAN ont entamé hier une conférence de cinq jours à Vilnius, la première jamais organisée dans un pays de l'ex-URSS, un pied-de-nez à la Russie avec à son programme la question-clé de l'élargissement futur de l'Alliance atlantique.

La première journée de l'Assemblée parlementaire se déroule sans la presse mais en présence de 70 membres de délégations de 16 autres pays non membres, dont 10 pays d'Europe centrale et du sud candidats à l'adhésion à l'OTAN.

La conférence se terminera jeudi avec l'adoption d'une déclaration qui devrait inclure un appel en faveur d'une invitation lancée à tous

les pays candidats qui seront prêts lors du prochain sommet de l'OTAN l'an prochain à Prague, selon un projet de déclaration.

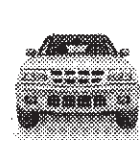
« L'Assemblée souligne que la dernière étape de l'élargissement a été couronnée de succès pour la promotion de la paix et de la stabilité dans toute la région euro-atlantique et que l'OTAN doit faire preuve de crédibilité quant à sa po-

litique de la porte ouverte », souligne ce projet de déclaration.

La Pologne, la Hongrie et la République tchèque ont rejoint l'OTAN en mars 1999. Les pays membres avaient alors remis à 2002 toute décision sur un nouvel élargissement, expliquant cependant que la porte demeurait ouverte à d'éventuels nouveaux candidats.

L'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ont été cités comme candidats par l'OTAN. La Russie, hostile à l'élargissement de l'OTAN à tout pays de l'ex-URSS, boycotte cette réunion, estimant que sa présence pourrait être interprétée comme l'acceptation de l'entrée de la Lituanie dans l'OTAN.

Isuzu, 85 ans d'expérience.



• MOTEUR V6 3,2 LITRES 205 HP  
• VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES  
• GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR  
• CLIMATISATION  
• LECTEUR CD

Rodeo S 2001		
Mensualité	434 \$	399 \$
Comptant	0 \$	1595 \$
		4995 \$

**399\$ / Mois**  
Baïl de 48 mois

Taux de location de 1,9%  
Comptant de seulement 1595\$  
Frais de transport inclus

**ISUZU**  
Loin devant.

www.isuzucanada.com

\*Basé sur un Isuzu Rodeo S 19A 2001. PIBSP 32 495 \$. Ces mensualités sont calculées sur un baïl de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses.  
\*À la signature du contrat un acompte initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du baïl, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûte que 0,12 \$. Programme 24 000 km/ans disponible. Les détails peuvent varier en prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

Saturn Saab Isuzu de Blainville (450) 437-6517	Bourassa Saturn Saab Isuzu (Laval) (514) 385-9191	Saturn Saab Isuzu de Brossard (450) 672-2500	West Island Saturn Saab Isuzu (514) 332-4424
Gravel Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 861-2000	Mondial Saturn Saab Isuzu (Montréal) (514) 385-7222	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne (450) 964-1374	Décarie Saturn Saab Isuzu (514) 342-2222

**SOLARIUMS Zyco**

VASTE SÉLECTION DE MODÈLES DE SOLARIUMS  
TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
ARÊTES OU RECOURBÉ  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN,  
CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIAN

ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
WWW.ZYCO.COM  
514-335-2050  
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

**loto-québec résultats**

<b>6/49</b>	Tirage du 2001-05-26	GAGNANTS	LOTS
02 19 25 30 41 45		6/6 2	1 000 000,00 \$
		5/6+ 8	73 051,80 \$
		5/6 207	2 258,60 \$
		4/6 12 526	71,50 \$
		3/6 232 305	10,00 \$
Numéro complémentaire: 21		Ventes totales: 13 820 333 \$ Prochain Gros lot: 2 000 000 \$	

<b>4/9</b>	Tirage du 2001-05-26	GAGNANTS	LOTS
05 28 31 32 38 49		6/6 0	1 000 000,00 \$
		5/6+ 0	50 000,00 \$
		5/6 21	500,00 \$
		4/6 845	50,00 \$
		3/6 18 125	5,00 \$
Numéro complémentaire: 20		Ventes totales: 584 243,00 \$	

**Promotion Double Jeu\***

<b>6/49 + 4/9</b>	Tirage du 2001-05-26	GAGNANTS	LOT
		02 29 37 49	192,31 \$

\*Seules les sélections participant au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admissibles à la promotion.

<b>6/49</b>	Tirage du 2001-05-27	<b>Extra</b>	Tirage du 2001-05-27	<b>Extra</b>	Tirage du 2001-05-26
01 04 10 12 15 17 20 26 33 35		3 765	4 5355	NUMÉRO: 661183	NUMÉRO: 280385
41 44 46 53 56 60 61 62 67 68		Le jeu doit rester un jeu.			

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.  
TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

# À la conquête du dalai-lama



**NATHALIE PETROWSKI**  
RENCONTRE  
**CARL LESSARD**

npetrowsk@lapresse.ca

PENDANT PLUS de trois mois, le photographe Carl Lessard a multiplié les démarches pour obtenir la permission de photographier le dalai-lama. Trois mois, c'est presque une vie pour ce photographe de mode qui, depuis 15 ans, travaille dans l'instant présent et qui n'a jamais eu à supplier Carole Laure, Lara Fabian, Pascale Bussières ou Cesaria Evoria pour qu'elles livrent une parcelle de leur âme à sa caméra. Quant à Céline Dion, Lessard l'a photographiée récemment dans une chambre à l'hôtel Germain pour la couverture de son livre *Ma vie*. Ce jour-là, Céline, qui était enceinte jusqu'aux oreilles, lui a tellement fait confiance qu'elle a relevé son chandail, lui laissant prendre l'unique photo de son ventre nu. La photo n'a jamais été publiée, mais elle aurait depuis une place de choix sur la table de nuit de René.

Bref, si la réussite d'une photo tient au rapport de confiance que le photographe réussit à établir avec son sujet, Carl Lessard est un champion. Non seulement ses sujets s'abandonnent-ils à lui, mais ils lui révèlent souvent une facette insoupçonnée de leur être, comme en témoigne une série de photos prises récemment avec Roy Dupuis s'amusant comme un enfant insouciant avec des chiens esquimaux. Ou cette photo de Luc Plamondon, libéré de ses sempiternelles lunettes noires, souriant et souverain dans le manteau de fourrure d'une diva.

Reste qu'avec le dalai-lama, l'enjeu était différent. D'abord le chef spirituel des Tibétains n'a pas de livres, de disques, de produits de beauté ou de vêtements à vendre. Et puis son image en circulation dans le monde entier a besoin de tout sauf d'une énième photo comme preuve de son existence.

Aussi Carl Lessard a-t-il pris son temps et préparé minutieusement son projet. Deux jours avant le grand départ pour l'Inde, tout était en ordre : le passeport, le visa, les lettres aux ambassades, les permis des gouvernements, le billet d'avion. C'est là que le courriel est arrivé : un petit message électronique de deux lignes l'avisant que la demande de séance de photos avec son éminence était refusée.

Carl Lessard a fixé le courriel, abasourdi et assommé.

Trois mois de travail, de patience, d'acharnement et d'espoir venaient de tomber à l'eau en quelques secondes. Que faire ? Carl Lessard a réfléchi une heure, peut-être deux. Puis il a pris sa décision : que le dalai-lama le veuille ou non, il partirait à sa rencontre en Inde.

Carl Lessard connaissait un peu les passions et les tensions qui modulent l'Inde pour y être allé une fois pour un « shooting » de mode. Expérience traumatisante s'il en est. Installés dans un temple, Lessard et son équipe ont failli mourir lynchés par 450 personnes pressées de vider la place pour aller prier.

Il se promet cette fois d'être plus discret lorsqu'il débarqua en Inde en novembre dernier. Première destination : l'ashram, situé à un jet de pierre du camp du dalai-lama, et où il avait séjourné six mois plus tôt.

Sa voisine de chambre s'appelaît Louisa. Comme par miracle, elle était amie avec la sœur du dalai-lama. Le photographe remercia sa bonne étoile, convaincu qu'avec Louisa dans le décor, apprivoiser le mythique moine serait une affaire de rien. Il avait en partie raison. Grâce aux contacts de Louisa, le photographe de 38 ans, né à La Baie au Saguenay, put en effet côtoyer son sujet de loin pendant trois jours. Le quatrième jour, le secrétaire particulier du moine lui accorda la faveur suprême : une séance de photos de deux minutes avec le chef. La partie était gagnée, se dit, un peu trop vite, le photographe trop pressé.

Le jour J, il se pointe le cœur battant au temple où loge son héros (et celui de millions de Tibétains). Il l'aperçoit au fond du jardin en grande discussion avec des gens. Le photographe ne s'inquiète pas trop, sachant que les bouddhistes, tous équipés de montres hyperperformantes, sont aussi fiables que des trains suisses. Lorsqu'ils donnent une heure précise, ils la respectent à la seconde près. Sauf que le temps file. Le photographe constate que la première minute de sa séance extraordinaire de photos est écoulée. Ce ne sera pas long que la deuxième le sera aussi, sans qu'il ait pu croquer un seul cliché. Un mouvement s'amorce au fond. Le dalai-lama se lève, mais il ne vient pas dans sa direction. Complètement affolé, le photographe se rue vers lui en tentant de pénétrer son périmètre de sécurité. Quinze gardes du corps en costume, cravate, walkie-talkie à l'oreille et

leur menaçante fichée dans le regard, l'encerclent et l'empêchent d'avancer. Pendant que Lessard se débat, sa proie file à l'anglaise.

« Tout a foiré, raconte Carl Lessard. Je me suis retrouvé tout seul comme un con dans le temple avec mon kodak. Un peu comme si le destin me punissait d'avoir été trop avide et trop égoïste. C'est là que j'ai compris que j'avais tout fait de travers et que si rien n'avait marché, c'était de ma faute. Ce fut une grande leçon d'humilité. »

Découragé mais non vaincu, Carl Lessard décide de relancer son sujet à Daram Sala, lieu de silence et de méditation où le dalai-lama peut rester invisible et incommunicado pendant des jours. Le photographe se tape 15 heures de taxi dans les montagnes sur des routes cahoteuses et peu propices à la détente. En arrivant, c'est retour à la case départ. « T'as beau croire aux miracles, si tu ne t'aides pas un peu, tu n'aboutiras à rien. »

Cette fois, il décide d'entreprendre personnellement le nouveau secrétaire particulier du moine ainsi que le responsable de la sécurité. Pendant 12 jours, il les courtise, les cajole, se raconte, explique et réexplique sa démarche, assure tout ce beau monde que les profits des photos leur seront remis, etc.

La stratégie de la séduction marche.

Deux jours avant son départ, on lui accorde vingt minutes de photos avec le dalai-lama. Celui-ci doit rencontrer des émissaires internationaux pour discuter des rapports entre la politique et la religion. Carl Lessard est introduit dans la pièce, puis placé à côté et légèrement en retrait du dalai-lama. Il n'a le droit de le photographier que durant les pauses.

La séance de 20 minutes dure deux heures et demie. Elle est



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse

« Quand je suis derrière ma caméra, je vois les gens autrement. Je deviens complètement instinctif, presque animal et, d'entrée de jeu, je peux repérer la peur, la tristesse, le malaise, la prétention », témoigne Carl Lessard.

constamment interrompue par des problèmes de son, permettant au photographe de mitrailler le dalai-lama doucement mais souvent.

Six mois plus tard, au Café Byblos, rue Laurier, Carl Lessard me montre le fruit de sa pêche miraculeuse : une série de photos floues mais émouvantes de l'extraordinaire exilé. Pour une fois, le dalai-lama n'y apparaît pas sous le jour d'un gentil bouddha jovial et souriant, mais comme un être pensif, sérieux, à la fois plus fort et plus fragile que l'image reçue.

Le photographe raconte que même s'il n'y a jamais eu échange de paroles, cette rencontre a changé sa façon d'envisager sa vie et son métier.

« Ces gens-là sont tellement détachés, alors que moi, je suis attaché à tout, confie-t-il. À leur contact, j'ai compris que gagner ne pouvait plus être mon unique but dans la vie. Il fallait qu'il y ait autre chose. J'appellerais cela une sorte de contentement intérieur. Au lieu de toujours partir à la poursuite de quelque chose de nouveau, j'essaie d'apprécier ce que j'ai et de vivre chaque moment comme si c'était le dernier. »

De la bouche d'un photographe qui oeuvre dans le milieu hypercompétitif de la mode, l'affirmation semble illusoire. Mais Carl Lessard n'est pas un photographe de mode comme les autres. Ses photos, surtout sa série de portraits, témoignent à la fois d'un sens esthétique des plus sûrs mais aussi d'un regard pénétrant qui dénote, démaquille et réussit à percer le mur étanche des apparences.

« Quand je suis derrière ma caméra, je vois les gens autrement. Je deviens complètement instinctif, presque animal et, d'entrée de jeu, je peux repérer la peur, la tristesse, le malaise, la prétention. Avant, j'essayais de voler l'âme de mes sujets. Aujourd'hui, j'essaie de trouver mon âme à travers eux. »

Pour cet enfant de l'éphémère,

le chemin le menant à lui-même aura été long et rempli de détours. D'autant plus qu'à vingt ans, Lessard croyait qu'il serait physiothérapeute. Inscrit en physio à l'Université de Montréal, il lâche tout à trois semaines de son internat parce que, dit-il, « Carl Lessard, physiothérapeute, je trouvais que ça n'allait pas ; ça ne faisait pas sérieux. »

À ce moment-là, il avait déjà commencé à faire de la photo de mode le soir, comme passe-temps. En fait, jamais passe-temps n'a été aussi organisé, puisque, même en amateur, Lessard prenait le soin de travailler avec une styliste, une maquilleuse et une coiffeuse.

Comme tout va très vite dans un milieu de la mode perpétuellement à la recherche de jeunes et de nouveaux talents, son nom se met à circuler. Les contrats suivent. En 1991, il est invité au Festival international de la photo de mode de Barcelone, côtoie les rois comme Herb Ritts, Paolo Roversi, Paloma Picasso, Sarah Moon. Il est à la fois ébloui et révolté par la frime, par la vitesse, par la grosse game égocentrique. Il se prend un agent à Paris, qu'il abandonnera par la suite. Revient à Montréal, quitte sa blonde, retombe en amour avec une autre, dissout son équipe, en rebâtit une nouvelle. Bref, il se cherche et se cherchera tout au long des années 90, tandis que les clients prestigieux se multiplieront : Lancôme, Tristan & America, Roots, Dubuc Mode de Vie, Elle, Vanity Fair.

Depuis qu'il est revenu de l'Inde, Carl Lessard affirme qu'il ne veut plus faire du commerce pour du commerce. Il ne renie pas la photo de mode. Il cherche simplement à discipliner l'ambitieux en lui. Il ignore encore ce qu'il fera des photos du dalai-lama. Peut-être une expo, peut-être une campagne prestigieuse pour Microsoft. Ou peut-être rien du tout. Chose certaine, il retournera en Inde bientôt. Mais plus jamais en conquérant.

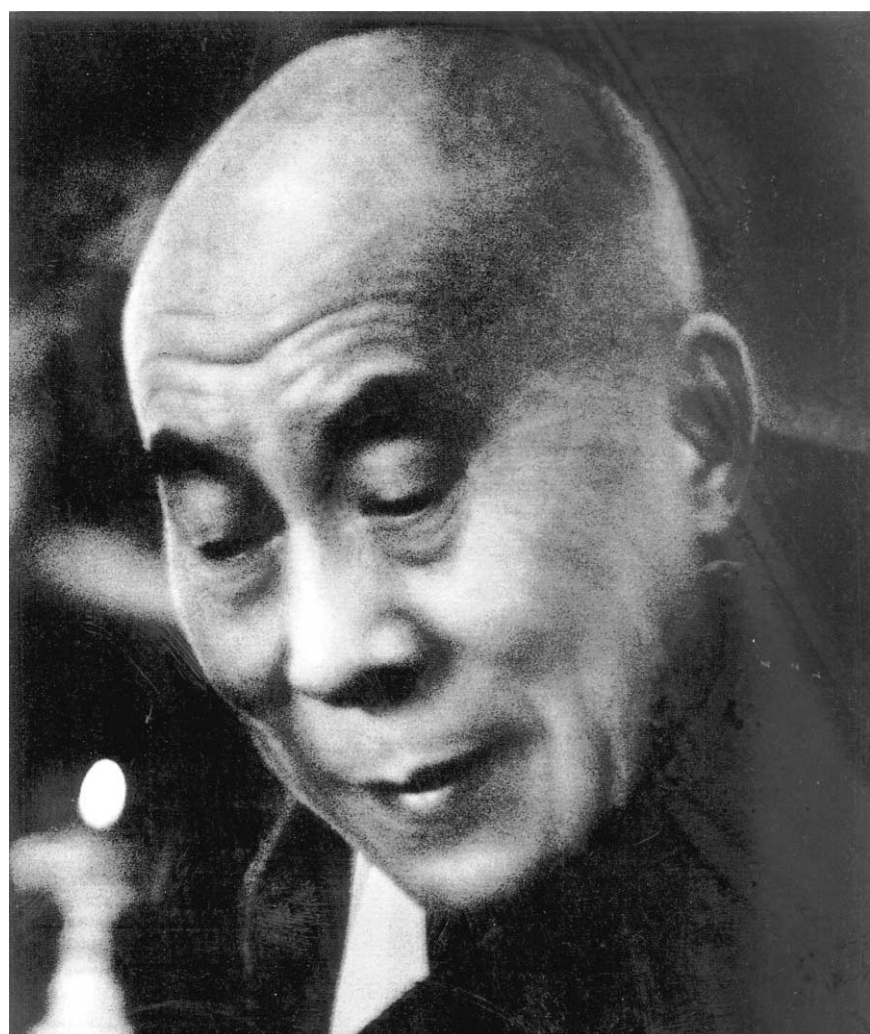


Photo CARL LESSARD

« Ces gens-là (le dalai-lama, croqué par le photographe) sont tellement détachés, alors que moi, je suis attaché à tout. À leur contact, j'ai compris que gagner ne pouvait plus être mon unique but. »

## Un archevêque catholique se marie devant le révérend Moon

ANA MARIA ECHEVERRIA  
Agence France-Presse

NEW YORK — Un archevêque catholique zambien de 71 ans, Mgr Emmanuel Milingo, s'est marié hier à New York au cours d'une cérémonie présidée par le chef de la secte Moon, tout en réaffirmant son attachement à la religion catholique.

Vêtu d'un smoking, un oeillet rouge à la boutonnière et le sourire aux lèvres, l'ex-archevêque de Lusaka a épousé une Sud-Coréenne de 43 ans, Maria Sung, médecin de profession, qui a été choisie pour lui par le révérend Moon Sun Myung.

À cette occasion, le prélat a réaffirmé son « amour pour l'Église catholique ». Il a indiqué qu'il n'avait pas parlé de sa décision avec le pape mais assure que son mariage n'était pas dirigé « contre l'Église catholique ».

Mgr Milingo était assis aux premiers rangs dans la salle Trianon de l'hôtel Hilton de Manhattan, tandis que le révérend Moon et son épouse ont officié en coréen. Au total, 60 couples ont prononcé leurs vœux lors de cette cérémonie, où toutes les mariées étaient vêtues de blanc et avaient piqué des fleurs dans leur chevelure.

Moon a posé quatre questions aux couples, en coréen. À la question « voulez-vous vous engager à être de vrais époux et épouses pour l'éternité? », les couples ont ré-

pondu tous ensemble « oui », en anglais. Parmi les couples se trouvait l'ancien président du Guatemala, Ramiro de Leon Carpio, qui renouvelait ses vœux de mariage.

Après la cérémonie, Mgr Milingo, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, avoir rencontré son épouse pour la première fois jeudi. « Je l'ai vue seulement jeudi, vendredi, samedi et hier. Je trouve cela merveilleux », a-t-il dit. Son épouse était présente, ainsi que des religieux protestants, juifs, musulmans, bouddhistes, qui se sont mariés hier pour la première fois ou ont renouvelés leurs vœux.

Mgr Milingo, qui a été ordonné prêtre à l'âge de 28 ans, a déclaré souhaiter, si « Dieu le lui permettait », être « comme Abraham, qui a procréé alors qu'il était âgé de cent ans ».

Interrogé quant à savoir s'il craignait d'être excommunié, ainsi que l'en a menacé le Vatican, il a affirmé que « cela ne l'affectait pas » et qu'il continuerait à célébrer la messe chaque jour. Le prélat a ajouté avoir consacré sa vie entière à l'Église, affirmant avoir été victime d'accusations, de restrictions, d'incompréhension et s'être trouvé « abandonné face à un mur ».

« Pendant 30 ans, je l'ai toléré », a-t-il dit. « Mais le fondement des ordres, de l'autorité, doit être l'amour. »

Le Vatican avait déclaré samedi qu'il attendait une déclaration de Mgr Milingo, devenu archevêque



Photo AFP

L'archevêque catholique Emmanuel Milingo et son épouse, Maria Sung.

de Lusaka à 39 ans, avant de se prononcer.

Rappelé en 1983 à Rome, il avait été mis à l'écart. Relevé en 1999 d'un poste de responsable d'un organisme du Vatican chargé de la pastorale du tourisme, l'archevêque n'a plus aucune charge auprès de diocèses ou de la « curie romaine », selon le Vatican.

Le porte-parole de la secte Moon, le révérend Phillip Schanker, avait auparavant affirmé que l'archevêque Milingo n'avait pas l'intention de se convertir à l'Église de l'unification, plus connue sous le nom de secte Moon. « Il s'agit d'un mariage et non d'une conversion », a-t-il dit.



29.95

LA SANDALE TONG  
EN NUBUCK

Avec sa ganse minimaliste, c'est la sandale de l'été ! C'est le confort total et la légèreté de la semelle veloutée sur une semelle caoutchouc, qui épouse parfaitement la forme du pied. Noir ou bleu capitaine. Pointures 6 à 10.

la maison  
**simons**

2581 781A  
QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 RUE ST-CATHERINE O. • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Entre l'élection partielle d'avril dernier dans le comté de Mercier et les barricades du Sommet de Québec, une nouvelle gauche s'est fait entendre. Dans le dernier volet de cette série, notre journaliste évoque les espoirs de ses militants.

# « La gauche doit accepter les bons côtés du marché »

— John Richards

GÉRALD LEBLANC

John Richards est probablement le penseur le plus craint des milieux syndicaux néo-démocrates, où il est souvent perçu comme un traître à la cause.

Économiste à l'Université Simon Fraser et à l'Institut C.D. Howe, ce Britannique francophile a toujours préféré la contestation au conformisme.

Dans les années 70, il faisait partie de l'aile radicale du NPD, le *waffle*, quand il a été élu député néo-démocrate de Saskatoon, en Saskatchewan. Il a ensuite quitté le caucus du NPD et siégé comme indépendant, pour protester contre les décisions de son chef, le premier ministre Allan Blakeney.

Toujours attaché à l'État-providence, toujours proche de Roy Romanow et de son style de gouvernement, prêt à couper dans les dépenses pour enrayer le déficit, le professeur Richards est devenu, ces dernières années, un des plus virulents critiques du NPD, en Ontario et surtout en Colombie-Britannique, où il est carrement détesté par plusieurs de ses anciens alliés.



John Richards

À la conférence de McGill sur *L'avenir de la social-démocratie*, en fin de semaine, l'économiste de Vancouver, dont le texte paraît sur le site Internet de l'Institut d'études canadiennes, a repris ses critiques et ses recommandations à la gauche.

« Ce n'est pas facile à accepter pour la gauche, mais la chute du mur de Berlin a porté à sa crédibilité un coup semblable à celui subi par l'Ancien Régime lors de la chute de la Bastille.

« La gauche n'a pas d'avenir, à moins d'accepter une bonne partie — pas tout mais une bonne partie — des arguments en faveur du marché et, également important, une bonne partie des arguments contre le bien-être social public. »

Tel que consigné par Adam Smith — le boucher ne me vend pas de la viande par charité mais par intérêt — l'argument pour la propriété privée et le marché va comme suit : la diversité des choix individuels est plus productive que l'uniformité des grands ensembles ou de l'État.

Il ne faut pas pour autant capituler devant le capitalisme, qui serait inacceptable sans l'État-providence ; il ne s'agit pas de choisir, mais d'arriver « à un compromis entre les deux », selon le professeur Richards.

Il rejoint ainsi l'ancien premier ministre néo-démocrate de l'Ontario, Bob Rae, aussi dans l'aile droite de la gauche, qui écrivait récemment : « Le succès de Tony Blair, comme celui de Roosevelt dans les années 30, traduit une donnée essentielle du monde moderne : la question n'est pas de choisir entre capitalisme et socialisme. Elle est de choisir le type de capitalisme qui nous convient. »

On pourrait aussi reprendre les propos d'un autre économiste social-démocrate, Pierre Fortin, sur le ballonnement du pendule, de la social-démocratie rêveuse au capitalisme sans-cœur, du partage communautaire du socialisme au succès individuel égoïste du néo-libéralisme.

« La réussite en économie, comme dans les sciences, les arts, les sports ou la vie familiale, dépend d'un sain équilibre entre les forces de compétition et de coopération, un peu comme le yin et le yang. La Russie en 1917 a voulu devenir une société juste en rejetant les valeurs de compétition. Elle a fait naufrage. Les États-Unis ont, depuis 25 ans, sur-idéalisé la compétition sauvage, reniant le New Deal de Roosevelt et la guerre contre la pauvreté de Johnson, glorifiant les parasites financiers de Wall Street et les *raiders des Savings and Loans*. La société américaine, de plus en plus inégalitaire, est, sous plusieurs aspects, en voie de désintégration sociale. »

« Notre bilan des dernières décennies n'est guère plus reluisant, poursuit-il. Dans les années 60 et 70, nous avons choisi la « société juste » en faisant preuve de légèreté en matière de productivité et d'inflation. Dans les années 80 et 90, nous avons choisi la « société compétitive », en faisant preuve de complaisance coupable en matière de pauvreté et d'inégalité. Il est grand temps de comprendre que non seulement les visions économique et sociale ne sont pas contradictoires, mais qu'elles sont impossibles à réaliser l'une sans l'autre », se prononçait-il en 1994 à l'occasion de notre série *À l'écoute des penseurs*.

Quant à John Richards, il pense que le pendule, après un balancement vers la droite, s'est rapproché du centre, suite notamment à l'échec de la brutale conversion de la Russie au capitalisme, de l'éclatement des ballons boursiers (Japon, Mexique, Nasdaq...) et de l'écart grandissant entre les salaires, toujours plus hauts pour les petits génies informatiques et toujours aussi bas pour les téléphonistes des centres d'appels.

Il croit fermement que l'avenir de la gauche est du côté de la justice sociale, où elle a marqué d'importants gains avec l'État-providence, plutôt que dans la lutte contre la mondialisation, « trop souvent empreinte du rêve de ressusciter l'idéal anti-marché de Rousseau et Marx ».

Le retour au pouvoir de la gauche, comme en Europe, dépend cependant, selon lui, de l'acceptation de certaines vérités fondamentales : « Comme pour les Bourbons qui n'ont jamais senti le dégoût de leurs sujets pour l'Ancien Régime, ce n'est pas facile pour la gauche de faire face au rôle positif du marché et aux limites de l'État. Faute de le faire, la gauche subira le sort des Bourbons, dont on dit qu'ils n'ont rien appris ni rien oublié. »



Chez les groupes plus anarchistes, on parle de démocratie participative, de projets locaux et de consommation équitable plutôt que de prise du pouvoir. Sur la photo : des manifestants anti-ZLÉA se font entendre à Burlington, quelques jours avant le Sommet de Québec.

# À la recherche de petits triomphes quotidiens



MARIE-CLAUDE LORTIE  
LA NOUVELLE GAUCHE

SAM | 1 > Un bouillonnement  
DIM | 2 > Le terrain politique  
LUN | 3 > Un projet social

Dès qu'on parle d'un certain bouillonnement de la gauche au Québec, la question des sceptiques arrive à cent milles à l'heure : oui, mais quel est son projet ? Que veut-on ?

Disons que le débat à ce sujet, est loin d'être réglé. Il vient à peine de commencer.

« Nous, on est pro-entreprises », lance Richard Savignac, écolo de 33 ans, porte-parole et figure de proue du groupe qui est en train de redémarrer le Parti vert. « Nous, on croit que les citoyens sont responsables. C'est pourquoi on croit beaucoup à la participation individuelle, à la démocratie très locale », explique-t-il.

« Mais c'est sûr, continue-t-il, que lorsqu'on dit le mot « responsabilité », on fait souvent sursauter les gens de la gauche traditionnelle. »

Jaggi Singh, militant anarchiste membre de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC), affirme quant à lui que dans le contexte actuel — « je ne suis pas naïf, on n'est pas dans une situation révolutionnaire », note-t-il —, il faut surtout parler d'une réforme des valeurs, à la base, qui puisse mener à des actions concrètes, très précises, mais qui font une différence au quotidien dans la vie des gens.

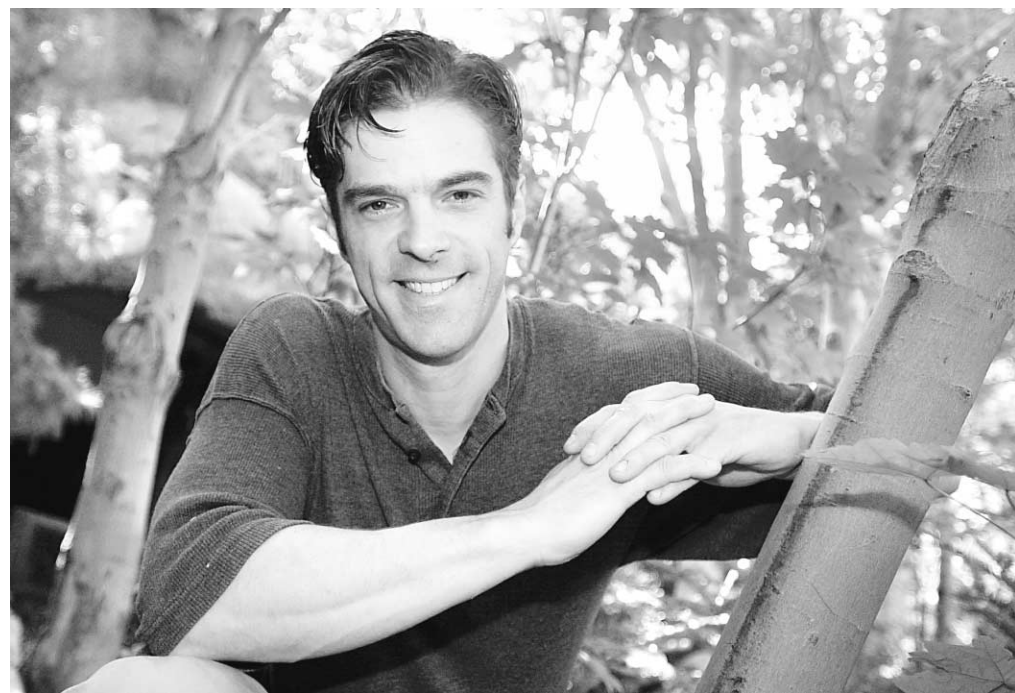
En d'autres mots, en attendant que le capitalisme flanche, il prône des actions pour bloquer une déportation, par exemple, ou pour stopper des évictions de locataires. « Les grandes manifestations et la mobilisation à grande échelle, c'est une chose, mais c'est un sport extrême, on ne peut pas faire ça tout le temps. Ce n'est pas bon pour la santé. Cela dit, la démocratie, ce n'est pas simplement de voter tous les quatre ans et de se taire entre-temps », affirme-t-il.

Le programme de la coalition de gauche qui a présenté Paul Cliche dans le comté de Mercier reprenait beaucoup des grands thèmes chers à la social-démocratie classique.

Bref, les idées et les projets de gauche vont dans plusieurs directions.

Chez les groupes de la mouvance plus anarchiste, on parle surtout d'un projet social qui ne vise pas la prise de pouvoir, explique la militante Louise Boivin. On parle de démocratie participative, de projets locaux, de consommation équitable, de toutes ces petites choses qui font triompher au quotidien les valeurs de solidarité et de partage.

Selon M<sup>me</sup> Boivin, si le mouvement de gauche qui s'est créé dans la foulée du mouvement zapatiste est cristallisé par la



« Nous, on est pro-entreprises, lance Richard Savignac, écolo à la base du redémarrage du Parti vert. On croit beaucoup à la participation individuelle, à la démocratie très locale. »

lutte contre la mondialisation capitaliste, c'est justement parce que les zapatistes du sous-commandant Marcos ont proposé un modèle de révolution qui ne cherche pas la prise du pouvoir. On parle plutôt d'un modèle de société libertaire, qui fait une grande place à la consultation, aux débats, aux délibérations, aux consensus.

Les manifestants de cette gauche, on les a vus à Québec, essaient de fonctionner ainsi. Par consensus, sans hiérarchie, avec des porte-parole en rotation.

La nouvelle gauche, dit M<sup>me</sup> Boivin, est extrêmement critique du modèle de la social-démocratie.

Elle est contre la concentration du pouvoir, la hiérarchie, la concurrence, le culte de la personnalité (M<sup>me</sup> Boivin a d'ailleurs refusé d'être photographiée par *La Presse*), la résistance à l'expression de la diversité, l'acceptation du système socio-économique capitaliste, le patriarcat, les rapports de domination, etc.

« La mouvance qui s'est développée au Québec autour du Sommet des Amériques n'adhère pas à cela. On refuse aussi les gourous. Tout cela n'a donc rien à voir avec les années 1960 et 1970 ! »

Ces jeunes critiquent vertement les groupuscules d'extrême gauche qui ont existé dans les années 1970. « Au pire, ils sont devenus des éditorialistes de droite paternalistes, au mieux des cadres syndicaux qui ne veulent surtout pas passer pour des contestataires », dit M<sup>me</sup> Boivin.

Et aujourd'hui, ces jeunes sont très critiques des leaders de la gauche plus traditionnelle. Françoise David, par exemple, les a fait hurler en dénonçant la « violence » au Sommet de Québec. Personne ne veut la montrer du doigt publiquement, pas plus que les autres leaders de la gauche traditionnelle (Henri Massé de la FTQ n'est pas parmi les préférés non plus), mais les jeunes interviewés par *La Presse* l'ont traitée de « paternaliste » et se sont dits profondément insultés et cho-

qués par ses commentaires. Pour eux, le respect de la diversité des tactiques est une chose fondamentale.

Même François Saillant, du FRAPRU, a émis des réserves au sujet de cette condamnation de la « violence ». « Il ne faut surtout pas élargir l'écart entre la gauche officielle et la gauche moins officielle », dit-il.

Syndicats, ONG, bref tous ceux qui acceptent de discuter avec le gouvernement ou de participer à des sommets, sont mis de côté par les partisans de la nouvelle gauche radicale.

« Les syndicats, par exemple, ont perdu toute tradition de contestation. Maintenant ils sont là pour la consultation. Le gouvernement aime ces groupes. Pour eux, c'est une façon de marginaliser les radicaux », dit Jaggi Singh.

M. Singh a d'ailleurs une théorie sur tout cela. Selon lui, il existe quatre types de personnes dans la société : des radicaux, des idéalistes, des réalistes et des opportunistes. « Tout le monde est idéaliste », dit-il. Ce que les opportunistes, c'est-à-dire les gens au pouvoir, cherchent à faire, c'est de transformer les idéalistes en réalistes en leur disant qu'il n'y a pas d'alternative réelle pour mettre en place leurs idéaux. Et pour cela, il faut les convaincre que les radicaux, qui veulent leur proposer une alternative, sont des marginaux.

Bref, M. Singh croit fortement à l'existence d'un système de récupération des idéalistes auquel contribuent les institutions de la gauche officielle en marginalisant les radicaux comme la CLAC.

« Et pourtant, dit M<sup>me</sup> Boivin, avec notre vision critique de la gauche traditionnelle, on réussit quand même à rejoindre de plus en plus de monde. »

Arthur Sanborn, président du Conseil central de Montréal de la CSN, le voit lui aussi. « Le pouvoir, dit-il, a un problème de marketing. »

## La stratégie d'Ottawa sur l'innovation et la main-d'oeuvre attendra l'automne

Presse Canadienne

OTTAWA — Le Livre blanc sur l'innovation industrielle et la formation de la main-d'oeuvre, considéré comme la pièce maîtresse du menu législatif du troisième mandat de Jean Chrétien, ne sera finalement pas publié avant l'automne, affirment des sources gouvernementales et privées.

Le Livre blanc doit définir une stratégie en matière de recherche et développement, d'investissement dans les nouvelles technologies, de formation des travailleurs et d'éducation aux adultes.

L'objectif est de créer un front commun des secteurs privé et public pour stimuler la productivité économique, assurer que les entreprises canadiennes soient concurrentielles sur la scène mondiale, préserver le niveau de vie et redistribuer les fruits de la prospérité à travers toutes les couches de la société.

Le gouvernement espérait rendre le document public le mois prochain, avant que le Parlement ne prenne sa pause estivale, mais il semble que ce ne sera pas possible, étant donné le volume de travail bureaucratique et politique qui reste à faire, disent certaines sources.

Ce report fait craindre à certains que le Livre blanc ne soit que belles paroles, sans grandes mesures concrètes. Garth Whyte, de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, et Jayson Myers, économiste en chef pour l'Alliance canadienne des manufacturiers et importateurs, s'impatientent. Selon eux, les enjeux sont déjà clairs. Ce qui manque, c'est un plan pour aller de l'avant.

Les manufacturiers et exportateurs réclament des déductions d'impôts plus rapides lorsqu'ils investissent dans de nouveaux équipements et de nouvelles technologies pour pouvoir affronter leurs concurrents étrangers sur un pied d'égalité.

Les petites entreprises veulent des réductions des charges sociales — notamment au chapitre de l'assurance-emploi — et s'inquiètent de l'impact de mesures déjà adoptées, comme la prolongation du congé de maternité payé.

Les défenseurs des programmes sociaux, dont Andrew Jackson, du Conseil canadien de développement social, réclament des mesures destinées à aider les groupes défavorisés, tels les handicapés, à faire leur place sur le marché du travail.

L'élaboration du Livre blanc est coordonnée par le personnel du premier ministre Chrétien et le bureau du Conseil privé, dont les fonctionnaires relèvent du premier ministre. Leur tâche est de compléter le schéma ébauché dans le Livre rouge des promesses électorales libérales de l'automne dernier.

M. Chrétien avait promis de doubler les dépenses fédérales en recherche et développement, sans expliquer comment. Le gouvernement s'est aussi engagé à créer un partenariat public-privé pour assurer un accès à Internet à toutes les communautés du pays, à améliorer la formation offerte aux chômeurs et à instituer un programme d'épargne individuelle à l'abri de l'impôt pour l'éducation et la formation en emploi.

Encore une fois, l'échéance et le coût de telles mesures demeurent incertains.

### ANGLAIS

**COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION**  
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue  
**COURS INTENSIFS** à temps partiel et semi-intensifs  
de jour, 25 h/semaine | matin, après-midi, soir, samedi  
135 \$ à 145 \$/semaine\* | 1 à 7 fois/sem. • 195 \$/30 h\*

\*Matériel pédagogique inclus, pas de taxes, déductible d'impôt, frais d'inscription : 40 \$

Formation en entreprise adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues

*Converlang*  
école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, MtL  
(514) 278-5309 www.converlang.com

### LE SPÉCIALISTE DE L'AUVENT RÉTRACTABLE



**PRIX IMBATTABLES ET MEILLEURE GARANTIE**

Combattez la chaleur et la pluie avec un auvent rétractable et réduisez la température intérieure de 15°  
Nous desservons aussi les Laurentides, les Cantons de l'Est, le Vermont et New York

**SALLE D'EXPOSITION :**  
5515, ch. Queen Mary, local 101  
Horaires : lundi au vendredi 9 h à 17 h, samedi 9 h à 12 h

Composez le (514) 489-8900 pour obtenir une ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE.

2962558A

# L'atTraction intégrale

## L'ÉVASION SUBARU



## Forester S Limited

Gagnante dans la catégorie des petites sportives utilitaires!

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY

# 399\$

/mois\*

- Toit ouvrant • intérieur en cuir
- Traction intégrale • Climatiseur
- Moteur 2,5 litres, 165 chevaux
- Transmission manuelle • Roues 16 po en alliage
- Freins ABS 4 circuits • Régulateur de vitesse
- Lève-glaces et verrouillage électriques, rétroviseurs dégivrants
- Porte-bagages • Entrée sans clé
- Stéréo AM/FM à 6 haut-parleurs, lecteur de cassette
- Lecteur de six DC intégré au tableau de bord
- Et beaucoup plus...



### L'atTraction intégrale

## OUTBACK H6 2001

### UNE PERFORMANCE QUI ARRIVE TOUJOURS PREMIÈRE

Caractéristique

- Traction intégrale • Climatiseur
- Moteur 2,0 litres, 16 soupapes, turbocompressé avec refroidisseur d'air, 227 chevaux
- Freins ABS 4 circuits • Roues 16 po en alliage • 5 vitesses
- Stéréo AM/FM, 6 haut-parleurs, lecteur de cassette et chargeur de 6 DC
- Régulateur de vitesse • Instruments analogiques
- Volant Momo gainé de cuir
- Coussins gonflables SRS
- Système d'entrée sans clé
- Et beaucoup plus...

# 479\$

/mois\*



### L'atTraction intégrale

## LEGACY GT 2001

### LA PREMIÈRE FAMILIALE SPORTIVE UTILITAIRE AU MONDE

- Traction intégrale à prise constante
- Transmission automatique • Intérieur en cuir
- Climatisation automatique avec affichage de la température ambiante
- Moteur 3 litres, 212 chevaux, 6 cylindres
- Freins ABS 4 circuits • Roues 16 po en alliage
- Toit ouvrant double • Coussins gonflables SRS
- Régulateur de vitesse
- Verrouillage des portes et lève-glaces électriques
- Stéréo AM/FM, 8 haut-parleurs, bande météo, lecteur de cassette et de DC
- Et beaucoup plus...

# 479\$

/mois\*

### L'atTraction intégrale

## IMPREZA WRX 2002

### Votée « VOITURE DE L'ANNÉE » à cinq reprises par l'Association des journalistes automobile du Canada

- Traction intégrale
- Transmission automatique
- Climatiseur • Toit ouvrant
- Moteur 2,5 litres, 165 chevaux • Freins ABS 4 circuits
- Stéréo AM/FM, 4 haut-parleurs, lecteur de cassette
- Roues 16 po en alliage • Régulateur de vitesse
- Verrouillage des portes et lèves-glaces électriques
- Entrée sans clé
- Et beaucoup plus...

# 359\$

/mois\*

\*Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Forester S (J1QV), Outback H6 (ID2TW6), Legacy GT (IA2RG) et Impreza WRX (2F1FG). Versement initial de 3295 \$ ou échange équivalent. Allocation de 20 000 km par année, 8¢ du km excédentaire. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Sous réserve d'approbation de crédit. \*\*Taux de financement disponible à 1,8% sur certains modèles. Les modèles illustrés peuvent différer. Détails chez votre concessionnaire Subaru.

Subaru Auto Centre  
Montréal  
(514) 937-4235

John Scotti Subaru  
Saint-Léonard  
(514) 725-6777

Subaru de Laval  
ADM Automobiles  
(450) 668-6041

Subaru des Sources  
Dollard des Ormeaux  
(514) 683-3880

Subaru Rive-Sud  
Greenfield Park  
(450) 465-3200

Carrefour Subaru Auto  
Sainte-Rose  
(450) 625-1114

Concept Automobiles  
Granby  
(450) 372-2007

Lachute Subaru  
Brownsburg  
(450) 562-0262

Subaru Repentigny  
Repentigny  
(450) 585-9950  
(514) 891-9950

Caron Subaru  
Valleyfield  
(450) 371-8511

Joliette Subaru  
Joliette  
(450) 755-1055

Subaru St-Hyacinthe  
Saint-Hyacinthe  
(450) 773-5262  
(514) 332-0062

Subaru Ste-Agathe  
Ste-Agathe-des-Monts  
(819) 326-1600  
1 800 463-1600

Subaru St-Jérôme  
Saint-Jérôme  
(450) 476-6165

www.subaru.ca

# Taux de financement disponible 1,8% \*\*

# La santé, priorité des électeurs britanniques

Malgré les promesses de Tony Blair, les hôpitaux demeurent bondés et les urgences engorgées



**LONDRES – Le Dr Richard Taylor n'a jamais fait de politique. Jusqu'à tout récemment, le médecin de 66 ans n'avait pas d'autres ambitions que de savourer doucement sa retraite, après 25 ans de services à l'hôpital de Kidderminster, une ville du centre de l'Angleterre.**

Depuis trois semaines pourtant, le Dr Taylor multiplie le porte-à-porte et les entrevues télévisées. Candidat indépendant aux élections générales du 7 juin, le retraité paisible s'est transformé en militant acharné — et en vedette dans son comté de Wyre Forest, où il menace de ravir le siège de David Lock, un ministre junior du gouvernement travailliste de Tony Blair.

« Je me suis lancé en politique par pure colère », dit le candidat qui a fait de la santé son unique cheval de bataille. Le Dr Taylor se bat d'abord pour la survie de l'hôpital de Kidderminster, qui risque la fermeture.

Mais au-delà de la lutte locale, le médecin à la retraite se porte à la défense de tout le système de santé

britannique, sous-financé depuis des lustres et menacé, disent les critiques, de privatisation à outrance.

Si le Dr Taylor a des chances de gagner ses élections, c'est qu'au cours de son premier mandat, le gouvernement Blair ne semble pas avoir livré la marchandise en santé, un enjeu qui constitue, selon tous les sondages, la priorité numéro un des Britanniques, loin devant l'éducation, le crime et la survie de la livre sterling.

La veille de son élection, en 1997, Tony Blair avait prévenu les électeurs qu'ils n'avaient plus que 24 heures pour sauver un système de santé au bord du gouffre, victime de 18 années de coupes budgétaires opérées par les conservateurs de Margaret Thatcher et de John Major.

Les Britanniques y ont cru et lui ont fait cadeau d'une majorité record au Parlement. Quatre ans plus tard, le premier ministre fait de nouveau face à l'électorat. Mais l'humeur a changé. S'il faudrait une catastrophe (ou un miracle, c'est selon) pour que M. Blair ne soit pas réélu, l'espoir s'est transformé en frustration devant le peu de progrès accompli.

Le New Labour a bien tenu sa promesse de retrancher 100 000 patients des listes d'attente. Mais l'exploit est modeste, considérant qu'un million de personnes y sont toujours inscrites et peuvent attendre jusqu'à 18 mois avant d'être admises à l'hôpital.

Les malades qui refusent d'attendre aussi longtemps — et qui en ont les moyens — se payent une opération dans l'un des 300 hôpitaux privés du pays. Sous les tra-

vaillistes, le nombre de Britanniques prêts à fouiller dans leurs poches pour recouvrer la santé plus rapidement a ainsi bondi de 100 000 à 200 000.

Pendant ce temps, les hôpitaux publics bondés, les urgences engorgées et les malades entassés sur des civières dans les corridors sont devenus, comme au Québec, des images familières dans les bulletins télévisés du soir. Et c'est sans compter la pénurie de médecins et d'infirmières qui, à bout de souffle, menacent de faire la grève.

Une épidémie de grippe, à l'hiver 1999-2000, n'a rien fait pour arranger les choses. Des patients ont été transférés sur des centaines de kilomètres pour libérer des hôpitaux qui croulaient sous la pression. Plusieurs sont morts en route. Mais rien n'a davantage soulevé la colère de l'opinion publique que la mort de Mavis Skeet, emportée par le cancer après que son opération eut été reportée à quatre reprises.

Une série de scandales a aussi éclaboussé la profession médicale sous le gouvernement Blair. Il s'agissait en fait d'une infime minorité de médecins incompetents — et même pire dans le cas d'Harold Shipman, soupçonné d'avoir assassiné près de 300 patientes. Mais ces histoires d'erreurs et d'horreurs étalées dans les journaux ont ému la confiance du public envers les médecins et, par ricochet, envers tout le système.

### Un programme ambitieux

En 1997, la santé était le meilleur atout de la campagne travailliste. Cette fois-ci, aborder le sujet se révèle parfois hasardeux. Tony

Blair l'a compris lors d'une visite à l'hôpital de Birmingham, il y a deux semaines. « Tout ce que vous faites, c'est vous promener pour vous faire connaître, mais vous n'avez jamais rien fait pour aider personne », lui a lancé au visage — et devant les caméras — Sharron Storer, la conjointe d'un patient cancéreux.

Après deux ans de contrôle serré des dépenses, le gouvernement Blair a pourtant injecté de l'argent neuf dans le système. Sentant la soupe chaude, il a promis de hausser les dépenses en santé pour atteindre la moyenne européenne en 2006. Les experts soutiennent que l'objectif est irréaliste, puisque les pays voisins continueront d'augmenter leurs dépenses dans le secteur. Reste que le budget de la santé britannique gonflera du tiers pendant cinq ans.

Si les valves se sont rouvertes, le public n'en a pas encore senti les effets. Aujourd'hui, Tony Blair espère convaincre les électeurs que le sauvetage ne prendra pas une journée, tout compte fait, mais une bonne décennie.

Le programme de son second — et troisième — mandat comprend l'embauche de 20 000 infirmières et 10 000 médecins supplémentaires, la réduction des listes d'attente de 18 à six mois et la mise sur pied d'une université pour aiguiser les compétences de 100 000 employés de la santé.

« C'est la tentative la plus ambitieuse d'établir ce à quoi devraient ressembler nos services de santé, dit Howard Glennerster, professeur de politiques sociales à la London School of Economics. Tony Blair ne parle pas seulement de budgets et de construction d'hôpitaux, mais

aussi des façons d'arriver à un système efficace. Jamais un gouvernement n'était allé aussi loin. »

Trop loin, disent les critiques. Le programme de Tony Blair, soutiennent-ils, ouvre toute grande la porte au secteur privé. L'idée n'est pas de faire payer les patients pour leurs soins — ni de créer un système à deux vitesses, qui existe déjà en Grande-Bretagne — mais de confier encore plus d'opérations aux hôpitaux privés du pays afin de réduire les listes d'attentes.

Tony Blair affirme qu'il faut surmonter les barrières idéologiques pour éviter au système de santé de sombrer dans une crise perpétuelle. Mais pour ses opposants, les risques de dérive sont trop importants, et son programme ne fait que confirmer sa tendance à pratiquer un « thatchérisme à visage humain ».

« Tony Blair a balayé les conservateurs en 1997 parce que tout le monde croyait qu'il préserverait les acquis du système public. Depuis, il n'a pas cessé de flirter avec le secteur privé. Et le pire, c'est que les électeurs n'ont pas d'alternative convaincante. Ils regardent, impuissants, le gouvernement Blair privatiser le système par étapes », fulmine le Dr Richard Taylor.

Plusieurs observateurs croient pourtant que les électeurs ne se préoccupent pas tellement de la sous-traitance de services de santé au secteur privé. Ce qu'ils veulent, ce sont des soins rapides et gratuits — qu'ils soient effectués dans un hôpital privé importe peu. Ils veulent aussi un système efficace, des infirmières souriantes, des hôpitaux propres. Cette fois-ci, Tony Blair semble avoir compris le message.

## Patrons britanniques favorables à l'euro

d'après AFP

**LONDRES – Sept dirigeants d'importantes sociétés britanniques, classées dans les 100 premières compagnies du pays, se sont prononcés en faveur d'une adhésion de la Grande-Bretagne à l'euro, dans une lettre publiée dans l'édition de lundi du Times.**

Les sept dirigeants, qui affirment s'exprimer en « tant qu'individus et non en tant que représentants des sociétés avec lesquelles nous sommes liés », ont affirmé « soutenir une adhésion du Royaume-Uni à l'euro à un taux de change compétitif parce qu'elle apportera des investissements, des emplois, du commerce et de la prospérité ».

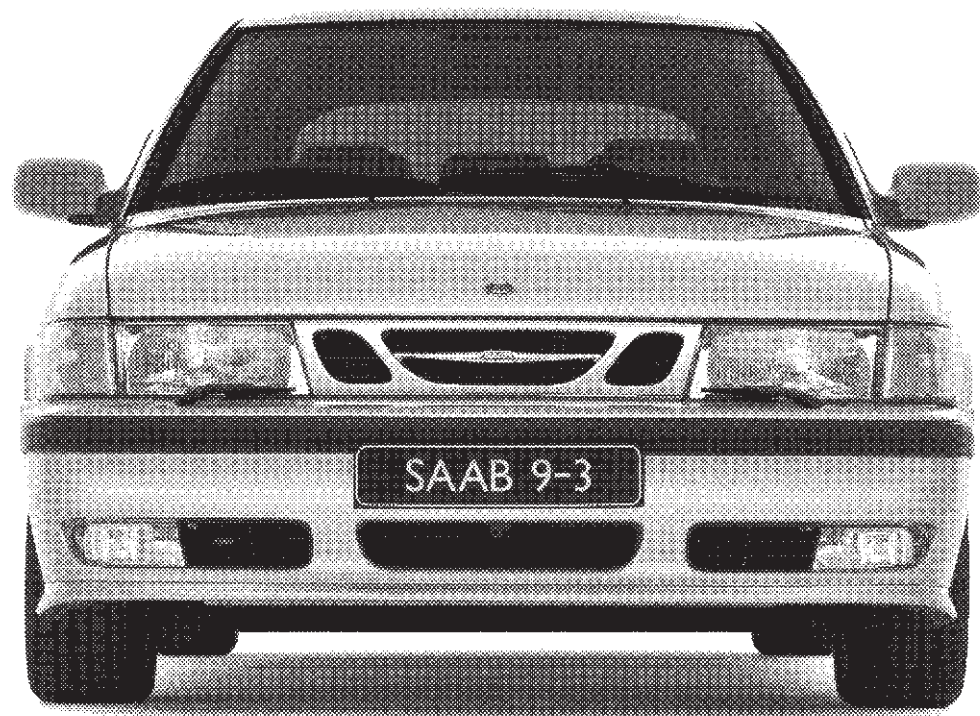
Parmi les signataires, on compte notamment Anthony Nelson, un ministre du Commerce dans le dernier gouvernement conservateur et actuellement vice-président du Citigroup Bank, Chris Gent, directeur exécutif de Vodafone, ou encore Michael Bishop, président de British Midlands, tous deux anciens soutiens des conservateurs.

Les sept hommes d'affaires estiment qu'une participation à la monnaie unique ne pourrait que « renforcer plutôt que diminuer notre souveraineté, parce qu'une plus grande richesse implique une plus grande influence diplomatique et auto-détermination, et parce que le Royaume-Uni participerait aux conseils monétaires européens dont il est à présent exclu ».

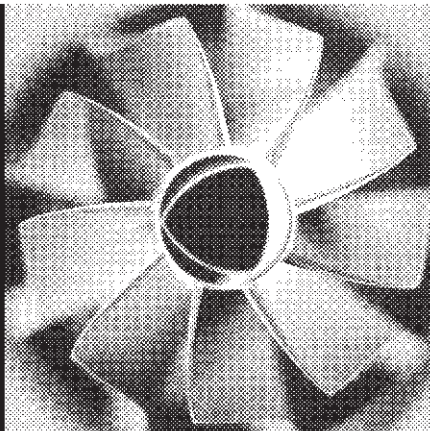
Mais, ils espèrent également que « quel que soit le parti qui prendra le pouvoir après les élections, il s'engagera de manière plus positive en faveur de l'euro qu'actuellement ».

Le Parti travailliste au pouvoir, donné largement gagnant aux élections générales du 7 juin par les sondages, s'est déclaré « en principe » en faveur d'une adhésion à l'euro si certaines conditions économiques sont remplies et a promis d'organiser un référendum sur la question.

Le Parti conservateur a pour sa part officiellement exclu toute adhésion pour la durée de la prochaine législature, soit au moins cinq ans. L'ancien premier ministre Margaret Thatcher a cependant provoqué un certain malaise la semaine dernière au sein des tories en affirmant dans un discours que le pays ne devait « jamais » adhérer à l'euro.



# Complètement turbo



## Une seule compagnie offre une gamme complète de véhicules à turbocompression. Devinez qui?

### SAAB 9-3

#### Caractéristiques

- Moteur 2 L turbo Ecopower 4 cylindres
- Système OnStar
- Sièges avant et miroirs chauffants
- Traction asservie (TCS)
- Appuis-tête actifs Saab (SAHR) à l'avant
- Climatisation

Taux de location **1,9%** À partir de **449 \$/Mois**  
(Bail de 36 mois. Comptant de 4595 \$)

Si vous dites Saab, vous gagnez. Mais pourquoi doter chaque véhicule d'un moteur à turbocompression? Pour la sécurité. Un moteur turbocompressé est une source de puissance plus efficace. Une puissance qui réagit, instantanément, à toutes demandes d'accélération. Chaque Saab est donc conçue pour offrir au conducteur toutes les options possibles afin de parer à un éventuel accident. Faites-en l'essai et voyez par vous-même. La puissance est synonyme de sécurité qui elle, est synonyme de Saab.

1 888 888-SAAB [www.saabcanada.com](http://www.saabcanada.com)



**Saturn Saab Isuzu de Blainville**  
 249, boul. Seigneurie Ouest  
 Blainville  
 (450) 437-6317  
[www.saturndeblainville.saturncanada.com](http://www.saturndeblainville.saturncanada.com)  
 (Autoroute 15, sortie 25)

**Gravel Saturn Saab Isuzu**  
 1, Place Ville-Marie, # 11 180  
 Montréal  
 (514) 861-2000  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)  
 (Angle Cathcart et McGill College)

**Bourassa Saturn Saab Isuzu**  
 1615, boul. St-Martin Est  
 Laval  
 (514) 385-9191  
[www.bourassauto.com](http://www.bourassauto.com)

**Mondial Saturn Saab Isuzu**  
 9415, Papineau  
 Montréal  
 (514) 332-4424  
[www.mondial-ssi.com](http://www.mondial-ssi.com)

**Saturn Saab Isuzu de Brossard**  
 5950, boul. Marie-Victorin  
 Brossard  
 (450) 672-2500  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)  
 (Route 132 et pont Champlain)

**Saturn Saab Isuzu de Terrebonne**  
 705, boul. des Seigneurs  
 Terrebonne  
 (450) 964-1374  
[www.saturndeterrebonne.saturncanada.com](http://www.saturndeterrebonne.saturncanada.com)  
 (Autoroute 25 nord, sortie 22 est)

**Décarie Saturn Saab Isuzu**  
 6100, boul. Décarie  
 Montréal  
 (514) 342-2222  
[www.decariesaturn.com](http://www.decariesaturn.com)  
 (Angle Van Horne)

**West Island Saturn Saab Isuzu**  
 9775, route Transcanadienne  
 Ville Saint-Laurent  
 (514) 332-4424  
[www.westislandsaturn.com](http://www.westislandsaturn.com)  
 (Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

\* Cette mensualité est calculée pour une Saab 9-3 1SA avec un PDSF de 34 740 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails.

# Le Canada condamne la censure imposée en Algérie

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Canada condamne sans réserve la décision du gouvernement algérien de restreindre la liberté d'expression et la liberté de la presse en Algérie par le biais d'amendements au Code pénal.

Alors que 21 journaux refusent de paraître aujourd'hui en Algérie et que des manifestations ont lieu dans les principales villes de ce pays pour protester contre ces amendements au Code pénal, le ministère des Affaires étrangères du Canada rejette sans équivoque la façade légaliste présentée par le gouvernement du président Abdelaziz Bouteflika pour brimer le droit fondamental des Algériens à la liberté d'expression.

« Le Canada considère que la liberté d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse, constituent un des piliers d'une société libre, pluraliste et démocratique, a déclaré à *La Presse* Marie-Christine Lilkof, une porte-parole du ministère des Affaires étrangères. En vertu de l'article 19 du Pacte international relatif aux

droits civils et politiques, nul ne peut être inquiété pour ses opinions et toute personne a droit à la liberté d'expression. »

« Nous considérons, affirme la déclaration canadienne lue par Mme Lilkof, que nulle disposition juridique ne peut, de par son application, cautionner d'éventuelles restrictions à l'exercice légitime de la liberté d'expression, y compris celle de la presse. »

Les relations entre Ottawa et Alger sont excellentes depuis quelques années et les échanges commerciaux ont pris un nouvel essor entre les deux pays. L'année dernière, le président Bouteflika a même fait une visite officielle au Canada. Les événements actuels en Algérie risquent d'assombrir considérablement le climat de bonne entente qui prévalait à ce jour entre les deux pays.

Au cours d'une entrevue téléphonique avec *La Presse*, le directeur et éditeur du quotidien algérien *El Watan*, Omar Belhouchet, affirme que ce geste de censure du gouvernement algérien est « dans la nature du président actuel », Ab-

delaziz Bouteflika. « Je crois, a estimé M. Belhouchet, qu'il y a un accord entre le chef de l'État et les différentes composantes du régime, y compris des secteurs importants de l'armée, pour réduire la liberté d'expression en Algérie. Ils considèrent que l'une des conditions de solution de la crise est, pour l'État, de retrouver certaines de ses prérogatives ; ils considèrent que la liberté de la presse, la société civile, le multipartisme, c'est beaucoup plus de l'anarchie que des phénomènes qui sont tout à fait normaux pour une société qui cherche à trouver ses marques et ses équilibres. »

L'article 144bis du Code pénal algérien, amendé par l'Assemblée nationale le 16 mai dernier, prévoit désormais des peines de deux à 12 mois de prison et des amendes variant de 50 000 à 250 000 dinars (de 1065 \$ à 5325 \$) pour « quiconque attente au président de la République en termes contenant l'injure, l'insulte et la diffamation, soit par l'écrit, le dessin ou la déclaration, et ce quel que soit le médium utilisé : diffusion sonore, image,

support électronique, informatique et autres. » Désormais, il ne sera même plus nécessaire qu'une plainte en diffamation soit déposée pour poursuivre un journaliste. Même les membres de l'opposition ne pourront critiquer le gouvernement sans risquer la prison.

« Ces amendes sont considérables, affirme Omar Belhouchet, quand on connaît l'état de fragilité économique et financière des journaux algériens. Il est clair que des plus costauds parmi les journaux privés — *Le Matin*, *Liberté* ou *El Watan* — ne tiendront pas au bout de la troisième ou quatrième amende. Donc, il y a une volonté d'introduire la censure chez les responsables et les actionnaires de journaux et aussi de pousser les journalistes à l'autocensure. »

À Alger, le rassemblement d'aujourd'hui a lieu sur la « place de la liberté de la presse », baptisée ainsi en mémoire de la soixantaine de journalistes assassinés dans ce pays au cours des années 90. Une pétition nationale est également en préparation pour exiger le retrait des amendements contestés. Une grande marche nationale est égale-

ment prévue à Alger dans une dizaine de jours.

La presse algérienne entend également, dans les prochains jours, saisir la communauté internationale, notamment les organes multilatéraux, les Nations unies, la Commission des droits de l'homme de Genève et le Parlement européen.

Au Québec, la Fédération professionnelle des journalistes (FPJQ) condamne l'attitude du gouvernement algérien. « Nous sommes très inquiets du sort qui sera réservé à nos collègues algériens », a déclaré à *La Presse* la présidente de la fédération, Hélène Pichette. La FPJQ étudie aujourd'hui même les moyens qu'elle entend prendre pour soutenir la cause de la presse indépendante algérienne.

« Nous pensons que l'appui de la communauté internationale est très important, insiste Omar Belhouchet. Parce que si jamais on brime cette expérience qui est très regardée dans le monde arabe, je pense qu'on mettra des années et des années pour que dans le monde arabe, on puisse reparler de liberté de la presse. Donc, l'enjeu dépasse l'Algérie. »

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

28 mai 2001

Page A10 manquante

# Haroun M'Barek relâché de prison après 5 mois d'enfer

LAURA-JULIE PERREAULT

HAROUN M'BAREK, l'étudiant tunisien emprisonné dans son pays après avoir été déporté par le gouvernement canadien, a été relâché de prison samedi soir dans un état de santé lamentable. En liberté conditionnelle, il devra faire face à nouveau aux tribunaux de son pays.

Après cinq mois d'enfer, M. M'Barek a finalement pu retourner hier chez ses parents à Sousse, une ville située à quelque 150 km de Tunis où il reprendra des forces. Il a reconnu hier que les conditions de détention étaient horribles. « C'est très humide dans les cellules. Je suis malade et je ne peux pas marcher », disait-il hier. Il a cependant nié avoir été torturé à son arrivée en Tunisie en janvier.

Sa famille et ses amis étaient soulagés de le voir enfin en chair et en os. Car pendant près de deux mois, ses proches ont craint le pire : personne n'avait pu le visiter jusqu'à ce que son avocate obtienne une autorisation le 17 mai.

« Lorsque je l'ai vu, il y a une semaine, j'ai eu peur. Il était tellement maigre, tellement blanc ! Il avait des trous de mémoire. Il ne pouvait plus plier les bras, il ne pouvait plus écrire », rapportait hier son avocate, Radhia Nasraoui, qui a été l'une des premières à apprendre que M. M'Barek allait enfin quitter la prison dans laquelle il n'avait même pas de lit pour dormir.

Elle ne doute pas une seconde que la lettre qu'elle a écrite après avoir vu le prisonnier a fait bouger les choses. Le lendemain, un des hauts placés de l'ambassade du Canada à Tunis, Denis Laliberté, l'a contactée pour en savoir plus sur l'état de santé de M. M'Barek.

Vendredi dernier, quelques jours après la rencontre avec l'avocate, les diplomates canadiens ont rencontré le gouvernement tunisien, qui a décidé de remettre M. M'Barek en liberté le lendemain matin.

« Le Canada fait des pressions depuis des mois. Mais c'est vrai qu'il y a eu une rencontre la semaine dernière. Je ne sais pas si sa libération est directement liée à cela », a expliqué Carl Schwenger du ministère des Affaires étrangères du Canada hier après-midi. « Nous ne savons pas quel sera le prochain pas à faire, mais une chose est sûre, il devra subir son procès comme prévu en Tunisie. »

Cet appel sera entendu par les tribunaux qui ont condamné M. M'Barek à trois ans de prison et à cinq ans de surveillance pour avoir fait partie d'un « groupe de malfaiteurs ». On reproche à M. M'Barek d'avoir eu des liens avec l'Ennahdha, une association étudiante sympathisante avec les militants islamistes. Son procès aura lieu le 18 septembre.

« Nous voulons le faire acquitter. Son dossier est complètement vide ! La personne qui devait témoigner contre lui a retiré sa dénonciation. Nous espérons tous qu'il pourra retourner au Canada pour terminer sa maîtrise à l'Université Laval et pour être bien soigné. Il a une santé mentale très fragile », a précisé M<sup>me</sup> Nasraoui. Haroun M'Barek a déjà pris rendez-vous à l'ambassade canadienne pour demain.

La coalition d'organismes qui a défendu la cause de M. M'Barek au Canada se réjouissait hier. « Ce sont d'excellentes nouvelles pour nous, ça nous remonte le moral après avoir travaillé aussi fort pendant cinq mois. Mais nos peines sont loin d'être terminées. Nous ne serons pas satisfaits tant qu'il ne sera pas de retour à l'Université Laval. Il n'a toujours pas de passeport ou de papiers pour entrer au Canada », a affirmé hier Jamel Jani,

porte-parole de l'Association des droits de la personne au Maghreb. Le cas de Haroun M'Barek a rallié les défenseurs des droits de la personne au Canada, mais aussi en France et en Angleterre.

La famille de M. M'Barek ne tient pas rigueur au gouvernement canadien qui a déporté l'étudiant en droit au début de l'année après avoir rejeté sa demande d'asile et de résidence permanente. Il vivait au Canada depuis 1994 lorsqu'il a

été arrêté par la police. « Le Canada nous a beaucoup aidés. C'est extraordinaire ce qu'ils ont fait », s'est contenté de dire un parent interviewé par *La Presse* au téléphone.

Le principal intéressé n'était pas d'accord. « Je leur ai expliqué en long et en large ma situation et ils ne m'ont pas cru », disait-il à la *Presse Canadienne* hier, au sujet du rejet de sa demande de statut de réfugié.

## Une famille polonaise perd sa bataille

*Presse Canadienne*

TORONTO — Une famille polonaise est retournée dans son pays samedi soir après avoir perdu sa bataille contre le ministère de l'Immigration.

Un sursis de dernière minute promis par la ministre Elinor Caplan ne s'est jamais matérialisé et les immigrants jugés illégaux par Ottawa ont dû quitter le pays, laissant derrière eux leurs deux plus jeunes enfants, nés au Canada.

Pawel Sklarzyk, son épouse Beata, tous deux âgés de 37 ans, et leurs deux enfants les plus âgés, Dominik et Mateuz, sont arrivés au Canada en 1994 à titre de visiteurs. Le couple a eu deux autres enfants depuis, Jeremy, âgé de 4 ans, et Matylda, âgée de 2 ans. Parce qu'ils sont nés au Canada, ces deux derniers enfants ont pu demeurer au pays.

Par trois fois, la famille Sklarzyk a pu renouveler son visa de visiteur.

Première Chaîne  
de Radio-Canada

Maintenant  
100 000  
WATTS

95.1  
www.radio-canada/radio

2961018A

2961108

FORUM

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Editorialiste en chef

# Deux gauches



ANDRÉ PRATTE  
 apratte@lapresse.ca

On l'a vu au Sommet des Amériques. On l'a vu dans le comté de Mercier. On le voit, d'ailleurs, un peu partout dans le monde : il existe dans les populations un courant de mécontentement.

Une « ébullition », ont dit plusieurs militants interviewés dans le cadre de notre série d'articles sur la nouvelle gauche. Cependant, la grogne reste diffuse. Elle s'exprime par à-coups, dans la rue, en marge de la politique. Avec une certaine efficacité, sans doute. Mais pour devenir plus efficace, le bouillonnement doit être canalisé. Il lui manque un véhicule qui lui évite de se répandre inutilement, ou éventuellement de s'évaporer faute de sommet à perturber.

Des ténors de la gauche canadienne se réunissaient en fin de semaine à Montréal pour voir comment le NPD pourrait attirer à lui ce courant de mécontentement. C'est en effet paradoxal : alors que l'idéalisme de gauche semble renaître, le principal parti de gauche du Canada est plus mal en point que jamais. Faut-il rappeler qu'aux dernières élections fédérales, le parti dirigé par Alexa McDonough a obtenu moins de 10 % de vote, et moins de 2 % du vote au Québec ? Entre la nouvelle et l'ancienne gauche, il y a décidément un fossé. Infranchissable ?

La gauche traditionnelle souffre de deux handicaps, si l'on se place du point de vue des protestataires d'aujourd'hui. D'abord, là où elle est arrivée à prendre le pouvoir,

elle a échoué. C'est-à-dire qu'elle a, graduellement, laissé tomber ses rêves pour succomber au pragmatisme, sinon à l'électoratisme. On pense à Bob Rae, en Ontario, à Glen Clark, en Colombie-Britannique, et bien sûr au Parti québécois.

Ensuite, une bonne partie de cette gauche — notamment les syndicats — fait désormais partie de l'establishment politique. Elle est donc favorable à un certain statu quo. Le NPD canadien, par exemple, défend toujours l'idée d'une fédération centralisée, alors que la nouvelle gauche est plutôt favorable à la démocratie locale.

Certains participants au colloque tenu en fin de semaine à l'Université McGill croient que le NPD peut encore sauver les meubles. L'activiste Naomi Klein estime au contraire que la nouvelle gauche a besoin d'un nouveau parti.

Plusieurs militants au Québec pensent de même. Mais d'autres, nombreux, se méfient comme la peste de la politique partisane. Ce refus de jouer le jeu pourrait se retourner contre leurs idéaux, comme l'a souligné l'ancien député néo-démocrate Andrew Petter, dans un texte présenté au colloque de McGill : « En abandonnant l'État, les forces progressistes laissent les leviers étatiques aux gens dont la conception du gouvernement s'oppose à leurs objectifs. Cela exacerbe la réputation non-démocratique et réactionnaire de l'État, et nourrit le sentiment de désaffection des citoyens. »

On peut être en désaccord avec les idées exprimées par la nouvelle gauche, les trouver naïves ou simplistes. Mais l'inquiétude qu'exprime ce mouvement est répandue dans la population, de manière diffuse. On doit donc souhaiter que ces idées trouvent une place dans le débat électoral.

# Bombarder Kaboul ?



AGNÈS GRUDA  
 agruda@lapresse.ca

Ils ont chassé les femmes de la vie publique, brûlé des instruments de musique, dynamité des bouddhas et obturé tout espace de liberté individuelle. Ce n'était pas assez pour les talibans qui viennent d'ajouter une nouvelle arme à leur arsenal absolutiste : les hindous, deuxième minorité religieuse du pays, devront dorénavant s'identifier par un insigne vestimentaire.

Ce nouvel édit de l'ineffable ministère de la Promotion de la vertu et de la prévention du vice n'est pas encore connu dans tous ses détails. Il est possible qu'en plus de devoir afficher leur appartenance religieuse, les hindous hébergés par des musulmans soient tenus de déménager — question d'éviter la contamination religieuse.

Le régime du mollah Omar a eu le culot de prétendre qu'il ne cherche qu'à protéger les minorités. Mais le précédent a déjà été établi par les nazis : cet honteux estampillage d'êtres humains ne peut que devenir un outil d'ostracisme, voire d'élimination.

La feuille de route des talibans est éloquent. Depuis qu'ils ont pris le pouvoir, en 1996, ils n'ont pas montré beaucoup d'égards à l'endroit des minorités. Ces musulmans d'obédience sunnite ont fait subir de nombreuses exactions à leurs compatriotes chiites, par exemple. Peu nombreux — ils seraient entre 500 et 2000 — les hindous constituent la deuxième plus importante minorité religieuse en Afghanistan. Le troisième groupe, ce sont les sikhs, qui échappent à l'ordre vestimentaire des talibans. Pas par tolérance, mais parce qu'ils sont facilement identifiables par leurs turbans !

Chaque fois que les talibans franchissent un nouveau pas vers l'inhumanité, le monde s'indigne. Mais au-delà de l'indignation, peut-on faire quelque chose pour libérer le peuple afghan de ses tyrans ?

nue dans une Yougoslavie en pleine implosion, au Rwanda ou en Somalie. Mais les missions de paix dans des conflits internes ont des limites. Et elles requièrent l'accord des parties en cause. Les talibans, qui contrôlent plus de 90 % du territoire afghan, et qui se croient investis d'une mission divine, n'accueilleront pas les Casques bleus les bras ouverts. Insensibles au langage de la raison, ils ont récemment fermé les bureaux des missions humanitaires de l'ONU pour protester contre les sanctions internationales, alors que leur pays a un urgent besoin d'aide. C'est dire comme leur fanatisme est impénétrable.

Alors quoi ? Envoyer les chasseurs de l'OTAN contre l'Afghanistan ? On l'a bien fait avec Belgrade pour protéger les Albanais du Kosovo. Cette intervention contre un État souverain a repoussé plus loin les limites du devoir d'ingérence. Même si ses résultats ont été mitigés, elle a contribué au renversement de Slobodan Milosevic.

Mais ce scénario est difficile à imaginer en Afghanistan. Bombarder Kaboul ? Mais après plus de 20 ans de guerres, il n'y a plus grand chose à détruire dans cette ville. L'Afghanistan est exsangue, son économie est à terre, ses élites sont parties. À supposer même que la communauté internationale voudrait bien s'aventurer dans ce lieu de désolation — hypothèse bien improbable — on voit mal où mènerait une telle action.

Le monde est-il donc impuissant devant la folie des talibans ? Doit-on laisser le pays sombrer dans l'horreur, comme on l'a fait avec l'Allemagne nazie, comme on a laissé les khmers rouges dépecer le Cambodge ?

Il est possible que les talibans fassent partie de ces fléaux qui doivent aller au bout de leur propre logique avant de disparaître. Mais ils ont un point faible : leur régime ne survivrait pas sans le soutien du Pakistan voisin. Selon un journaliste et spécialiste de ce pays, Ahmed Rashid, durant la seule année 1997-1998, le Pakistan a fourni 30 millions de dollars d'aide aux talibans, sous forme de blé, de pétrole et d'armes.

Enfermés dans leur folie, les talibans sont sourds aux pressions internationales. Mais on peut viser le Pakistan et lui faire clairement comprendre que sa générosité à l'égard du régime de Kaboul finira par le mettre au ban de la communauté internationale. Ça ne marchera peut-être pas. Mais au moins, on aura essayé.



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Que font les politiciens ?

ENTRE l'après-midi du 23 et le matin du 24 mai 2001, sur la Rivière-Sud de Montréal, le prix du carburant régulier est passé de 78,9 cents à 86,9 cents, soit une augmentation de 8 cents en moins de 24 heures. Un baril de carburant compte 180 litres. Si l'on multiplie le nombre de litres contenus dans un baril par 8 cents le litre, on obtient le prix qu'aurait dû augmenter le baril de pétrole sur le marché. Par ailleurs, on sait tous et toutes que ce n'est pas le cas et on sait aussi que les augmentations se produisent entre le mercredi et le jeudi, jour de paie pour tout le monde. De là à penser que les pétrolières exploitent la situation, puisque bien des gens attendent la paie pour faire le plein, il n'y a qu'un pas !

Ce que le citoyen devrait se demander, ai-je les moyens de verser des salaires à des fonctionnaires qui se font complices des pétrolières ? Puis-je au moins économiser sur ce point ? Pourquoi se donne-t-on une fonction publique ? Voilà la question. Que font leurs patrons, les politiciens ?

ANDRÉ MAINGUY  
 Longueuil

### Boulimie bureaucratique

LORS DU recensement, j'ai eu la chance de répondre à un questionnaire long : trentaine de pages, soixantaine de questions. J'ai refusé de répondre à une dizaine

d'entre elles, qui portaient sur mes activités à la maison et autres choses personnelles. Le 24 mai, vers 20h, on m'appelle pour me dire que refuser de répondre pourrait me valoir des problèmes. Ne nous étonnons pas que le gouvernement ait l'impudence de poser ce genre de questions : on n'en est pas, de leur part, à une grossièreté près. Mais je ne ris plus quand le gouvernement invente un crime et me menace de représailles... Il faut parfois freiner cette boulimie bureaucratique, qui peut être considérée comme une menace à la démocratie et comme une violence envers nous, incluant ceux qui se font les agents de ces exactions.

PIERRE PHANEUF  
 Montréal

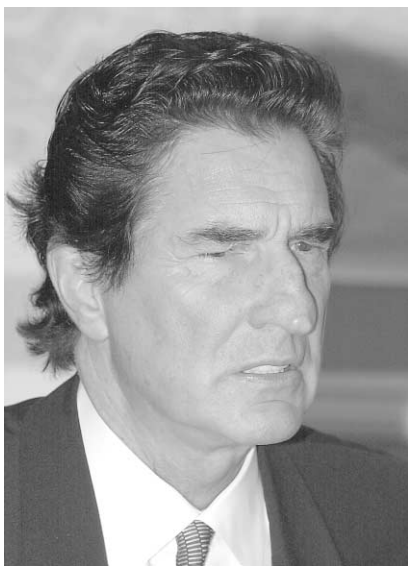
### Encore la SAQ

J'UTILISE *La Presse* pour transmettre au député libéral Jacques Chagnon une information de la plus haute importance.

Cette semaine, par le plus cruel des hasards, monsieur Frigon, le PDG de la SAQ, fut mon voisin immédiat à la salle des toilettes de la société. Après avoir quitté le siège libérateur, je l'ai bel et bien entendu actionner énergiquement la chasse d'eau à deux reprises plutôt qu'une. Vous avez bien lu : à DEUX reprises !

J'espère que le député Chagnon dénoncera avec son courage habituel cette autre utilisation abusive du matériel de l'État.

JACQUES LABELLE  
 Sainte-Thérèse-de-Blainville



Guy Bertrand

### À n'y rien comprendre

JE SUIS une anglophone du Québec. Je suis née ici, je travaille ici et je désire habiter ici encore longtemps. Comme la plupart des gens de la communauté anglophone de l'île de Montréal, je suis en désaccord avec les fusions municipales qui semblent inévitables. Ce qui m'inquiète encore plus, cependant, ce sont les commentaires plutôt éronés de M<sup>e</sup> Bertrand. Cela fait vraiment honte à notre cause, nous, anglophones, qui pour la plupart sommes citoyens de villes officiellement bilingues. Est-ce que M<sup>e</sup> Bertrand, un ancien militant péquiste, croit vraiment que les anglophones vont collectivement se sauver en courant de cette ville fusionnée ? Est-il juste de comparer la situation des anglophones du Québec aux « gens de certains pays qui se déplacent dans les montagnes parce qu'ils ont peur des balles ? »

M<sup>e</sup> Bertrand, par ses propos flamboyants, démontre clairement qu'il ne comprend pas la réalité anglo-québécoise.

CAROLLYNNE SMITH  
 Pointe Claire

### 3 chances sur 10 000

DEPUIS quelque temps, Loto-Québec, par la voix de l'humoriste François Léveillé et son personnage Bob Cashflow, nous annonce une nouvelle version du jeu Banco. Le message passe rapidement sur les 17 différentes façons de gagner en oubliant, bien sûr, de mentionner que le prix du billet de ce nouveau jeu est de 5 \$. Là où, selon moi, on « beurrré épais », c'est quand on insiste lourdement sur le fait que même si le billet ne contient aucun des 20 numéros tirés, on gagne 500 \$. Le problème est que vous avez trois chances sur 10 000 que cela arrive, ce qui est une très faible probabilité, vous en conviendrez. N'y aurait-il pas un peu d'illusionnisme ici ?

Il serait temps que l'Office de la protection du consommateur enquête sur les pratiques de marketing de Loto-Québec, mais je ne pense pas que l'on veuille tuer la poule aux oeufs d'or chez nos élus sociaux-démocrates !

PIERRE GOYETTE  
 Brossard



### Santé : un état permanent de crise

J'AI LU AVEC intérêt la récente série d'articles publiée dans *La Presse* portant sur les conditions de travail de nos chirurgiens cardiaques. Je m'en doutais bien, mais j'ai quand même failli tomber en bas de ma chaise en y apprenant le ratio de rémunération de 2,5 pour 1 en faveur des spécialistes ontariens.

Comme tout le monde, je me suis esclaffé devant la réaction de Mme Marois, laquelle s'informait d'un éventuel retour au bercail québécois des chirurgiens opérant à l'hôpital St-Michael's de Toronto. Pôvre Mme la ministre et pôvres nous : sa naïveté, sans doute contagieuse, doit résulter de son séjour au MSSS. Comme si le patriotisme pouvait suffire à ramener nos éminents collègues !

Il faudra beaucoup plus que des appels nationalistes pour sortir les soins de santé québécois de leur état permanent de crise. La première phase du traitement devrait sans doute consister au congédiement, total et à son plus haut niveau, du personnel du MSSS : leur incompétence incurable et leur inutilité sont légendaires dans le milieu des travailleurs de la santé.

Pour ce qui est des politiciens, hélas ! même leur congédiement serait insuffisant, car la seule opération possible dans leur cas consisterait à remplacer les incompetents actuels pas des incompetents d'un autre parti...

À moins de réduire le salaire de tout ce beau monde, en n'oubliant pas celui des dirigeants-monarques des fédérations médicales, pour le ramener à la moitié de celui de leur contrepartie ontarienne. Outre le fait que ces personnes seraient enfin payées à leur juste valeur, cette mesure aurait le mérite de leur fournir une excellente occasion de nous démontrer leur sens de l'altruisme et la profondeur de leur esprit patriotique.

RAYNALD RIOUX  
 médecin, Châteauguay

## RÉPLIQUES

## La Jaguar du PDG

PIERRE PARENT

L'auteur est président du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec.

**La saga de la Jaguar du PDG de la SAQ a fait couler beaucoup d'encre. Revoyons cependant, l'ensemble du dossier dans une perspective globale.**

La SAQ, comme toutes les autres sociétés d'État, est appelée à témoigner de son administration en commission parlementaire au moins une fois par année. Il s'agit d'un exercice démocratique très pertinent, car il permet à la haute direction de la SAQ de présenter ses grands dossiers et de répondre aux questions des élus et des élus d'une façon transparente. D'ailleurs, monsieur Gaétan Frigon s'est présenté à la commission parlementaire qui étudie les crédits de la SAQ, avec ses trois premiers vice-présidents, le jeudi 3 mai à 9h30. Ils avaient alors en main tous les documents concernant la gestion de la SAQ : ventes, dépenses d'exploitation, bénéfice net, promotions, commandites, vins en épicerie, relations de travail, agences, succursales, investissements, rénovations, centres de distribution, rôle social, SAQ.com, etc.

Imaginez un peu leur étonnement et leur déception lorsqu'on les avisa, à la suite des demandes de l'opposition officielle, qu'ils ne pourraient pas témoigner directement ! Toutes les questions devaient être dirigées en effet vers la vice-première ministre du Québec, madame Pauline Marois, ministre responsable de la SAQ depuis quelques semaines seulement, qui seule pouvait répondre aux questions. Quelle frustration ! Pourquoi demander aux dirigeants des sociétés d'État de venir témoigner en commission parlementaire si... on ne veut pas les entendre ? Ce faisant, on prive les élus et les élus, de même que toute la population du Québec, des réponses et explications des vrais responsables de ces sociétés. Pourquoi en effet demander à une ministre de connaître toutes les décisions et toutes les politiques concernant l'ensemble des sociétés d'État alors que les responsables sont sur place pour donner un éclairage complet sur leur gestion ?

D'ailleurs, la question la plus significative posée à madame Marois ne concernait pas, curieusement, la gestion de la SAQ, mais la Jaguar utilisée par son PDG. Or, monsieur Frigon et son équipe auraient pu très facilement répondre à cette question. En effet :

1. Tous les PDG de la SAQ, incluant ceux de la Commission des liqueurs et de la Régie des alcools, ont toujours bénéficié d'une voiture de service avec chauffeur.

2. La politique, adoptée en 1978 par résolution, a été maintenue par les différents conseils d'administration de la SAQ depuis ce temps.



La saga de la Jaguar du PDG de la SAQ, Gaétan Frigon, a fait couler beaucoup d'encre.

3. La compagnie Jaguar, tout comme c'est le cas pour Volvo, appartient maintenant à Ford. Et même si le nom est encore associé au luxe, certains modèles comme le S-Type sont construits à partir de composantes fabriquées par Ford.

L'absurdité de toute cette saga vient surtout du fait que si le PDG de la SAQ avait conduit une Chevrolet, il n'y aurait pas eu de problème et personne n'en aurait jamais entendu parler. Qu'importe les résultats financiers obtenus, la préoccupation était ailleurs, quelque part au garage !

L'objectif poursuivi lors de cette commission parlementaire n'était donc pas la recherche d'une information pertinente ni de bien renseigner la population sur les véritables enjeux de la SAQ, mais bien de créer une diversion devant l'exceptionnel revirement opéré à la SAQ depuis trois ans.

En fait, qu'on veuille jeter l'anathème sur

la direction de la SAQ est une forme de « misérabilisme obligé », c'est-à-dire que lorsqu'on travaille directement ou indirectement pour le gouvernement, il faut avoir l'air misérable même si l'expertise que l'on a acquise dans l'entreprise privée profite à toute la population. Cette absurdité nous fait oublier un fait majeur : le PDG de la SAQ, avec une équipe de direction renouvelée, a accru de façon vertigineuse les ventes, les revenus et le bénéfice de la société d'État. (...)

Monsieur Frigon, comme beaucoup d'autres serveurs de l'État (dont les députés et les ministres) reçoit des honoraires bien inférieurs à ce qu'il obtiendrait s'il occupait les mêmes fonctions dans l'entreprise privée. De plus, cette rémunération fixée à 157 000 dollars par année est la moins élevée de tous les autres PDG des sociétés d'État à vocation commerciale ou financière, du secteur public et parapublic. De fait, son salaire est infé-

rieur d'au moins 70 000 dollars à celui de ses homologues desdites sociétés ! (...)

Depuis quelques années, le Québec recrute des gestionnaires de fort calibre et de grande réputation pour diriger plusieurs de ses sociétés d'État. Ces spécialistes génèrent des revenus supplémentaires importants pour l'État et contribuent largement à la croissance de la richesse collective. Et c'est là certainement la plus grande satisfaction de ces hommes et de ces femmes qui servent la communauté, puisque cette richesse permettra, à moyen terme, d'améliorer nos services de santé et d'éducation, de mieux payer nos spécialistes, nos médecins, nos infirmières, nos enseignants, dans un souci de bien-être collectif.

La couleur et la marque de leur voiture ne m'importent pas ; leurs performances, toutefois, me concernent et concernent toute la population du Québec.

## Les ados québécois et le jeu : des précisions

RINA GUPTA, Ph.D.

Dans sa couverture d'un colloque organisé à Sherbrooke dans le cadre du congrès de l'ACFAS, M. Noël a écrit un article intitulé « Le jeu cause un désastre chez les ados québécois », qui est paru dans *La Presse* du 16 mai. Or un certain nombre de faits critiques et de résultats de recherche mentionnés dans cet article sont inexacts.

M. Noël écrit que « Mme Gupta a par ailleurs souligné que les adolescents ont souvent développé des problèmes de jeu pathologique dès l'âge de 10 ou 11 ans ». Cette déclaration est inexacte. Même si M. Noël affirme à juste titre que nos recherches révèlent que le taux de prévalence du jeu pathologique chez les jeunes est plus élevé que chez les adultes (3,9 % - 6,5 %), on n'a pas la preuve empirique que les jeunes de 9 ou 10 ans souffrent de problèmes de jeu significatifs. En revanche, j'ai constaté que de nombreux jeunes commencent à jouer à cet âge, avec leurs parents et amis. Même si nous savons que les jeunes enfants déclarent jouer dès l'école primaire, nous n'avons aucune preuve qu'ils acquièrent de sérieux problèmes de jeu à un si jeune âge. Il y a de nombreux autres commentaires et citations dans l'article de M. Noël qui sont parfaitement inexacts et qui réclament des éclaircissements.

Pour ce qui est des adolescents qui jouent aux appareils de loterie vidéo (ALV), M. Noël déforme mes propos en affirmant que « Le gouvernement n'exerce aucun contrôle là-dessus. Au contraire, Loto-Québec inculque elle-même des habitudes de jeu aux jeunes... ». Il s'agit là d'une accusation très grave portée contre Loto-Québec qui mérite qu'on s'y arrête. D'aucuns déplorent que les jeunes soient exposés au jeu quotidiennement, même si l'on sait par ailleurs que la majeure partie des jeux auxquels on joue à un jeune âge s'articulent autour d'activités organisées à la maison ou avec des amis. Pour ce qui est des ALV, j'ai effectivement déclaré qu'il fallait déployer plus d'efforts pour que les adolescents n'aient pas aussi facilement accès à ces machines et que des contrôles plus serrés étaient nécessaires. J'aimerais que les lois en vigueur soient appliquées de manière plus stricte et qu'au besoin, les propriétaires de bars et de restaurants en paient les conséquences.

M. Noël déforme à nouveau mes propos lorsqu'il déclare que : « Loto-Québec fait une publicité très agressive qui rejoint évidemment les jeunes ». Même si quantité de recherches insinuent que les jeunes sont particulièrement vulnérables à la publicité, rien ne prouve que Loto-Québec cible expressément les jeunes dans ses annonces publicitaires. Tout comme les adultes, les jeunes sont très attirés par les messages véhiculés dans les campagnes de publicité de Loto-Québec. J'ai déclaré que j'aimerais que les publicités



« Même si nous savons que les jeunes enfants déclarent jouer dès l'école primaire, nous n'avons aucune preuve qu'ils acquièrent de sérieux problèmes de jeu à un si jeune âge », estime Rina Gupta.

relatives aux produits de loterie soient diffusées de manière plus responsable dans un avenir proche. Il n'en reste pas moins que Loto-Québec a avalisé sans réserve et appuyé le projet de Loi 84, qui stipule que les jeunes de moins de 18 ans n'ont pas le droit d'acheter et (ou) d'aller percevoir les prix des billets de loterie. Loto-Québec a distribué à tous les détaillants de la documentation et des autocollants qui indiquent clairement que l'âge minimum pour acheter des produits de loterie est 18 ans.

Pour ce qui est des dépanneurs, à nouveau mes propos ont été déformés : « La psychologue ne comprend pas comment Loto-Québec peut laisser les dépanneurs mettre bien en évidence les billets de loterie ». J'ai simplement déclaré que j'aimerais que les billets de loterie soient retirés du champ de mire direct des enfants lorsque ceux-ci vont acheter des

bonbons, peut-être en les plaçant plus haut. Nous savons parfaitement que les détaillants ne sont pas responsables de cette stratégie de commercialisation et qu'il faudra sans doute en fin de compte établir des lignes directrices pour protéger les jeunes et d'autres groupes vulnérables. Le fait que certains mineurs achètent ces billets (soit parce qu'on ne leur demande pas de pièce d'identité soit parce qu'ils utilisent une pièce falsifiée), et que les parents achètent en fait des billets pour leurs jeunes démontre clairement le besoin d'éduquer les vendeurs et les parents et de faire appliquer plus rigoureusement les lois en vigueur.

Quant au commentaire de M. Noël : « La chercheuse souhaite aussi la tenue d'un référendum, comme au Nouveau Brunswick », il est lui aussi inexact. J'ai déclaré que je préférerais voir diminuer la visibilité et l'accessi-

bilité des ALV. Une telle mesure aurait pour effet de sérieusement limiter l'accès des jeunes et d'autres groupes vulnérables à ces machines.

Il est incontestable que la question des jeunes et du jeu constitue une préoccupation sociale de premier ordre. Et que si je me félicite que les médias s'intéressent à la question, je n'apprécie pas du tout qu'un journaliste se conduise de manière aussi peu professionnelle en déformant ainsi les propos d'un chercheur et en cherchant à sensationnaliser certains faits. La communication que j'ai donnée au congrès de l'ACFAS ne portait même pas sur les ALV et les jeunes. En revanche, j'ai présenté un résumé des principaux résultats des recherches que nous menons depuis 1992, lorsque nous avons amorcé des recherches sur cette question à l'Université McGill. Nulle part dans ma communication, les ALV étaient au coeur du débat. Mais étant donné que les ALV étaient le thème de la journée (le référendum au Nouveau-Brunswick), M. Noël a décidé de sensationnaliser la question. Je suis particulièrement perturbée par le fait que l'on me prête des propos que je n'ai jamais tenus alors que M. Noël n'avait même pas un magnétophone sur lui pendant la durée de notre exposé. En tant que chercheur, j'ai la responsabilité sociale de présenter des faits exacts. J'estime que les journalistes devraient avoir le même sens de leurs responsabilités. En déformant les propos des gens, les journalistes finiront pas brûler les passerelles qu'ils ont établies avec ceux et celles sur qui ils doivent compter pour obtenir des renseignements, ce qui serait dommage pour tous les intéressés.

## Confusion ?

JE SUIS désolé que certaines formulations aient prêté à confusion. Il n'était pas du tout dans mon intention de laisser croire que vos recherches démontreraient que des enfants de 10 ou 11 ans avaient des problèmes de jeu pathologique, mais bel et bien que ces problèmes constatés chez certains adolescents pouvaient tirer leur origine plus tôt. Il faut lire le reste du paragraphe : « L'expérience en clinique montre que les enfants qui jouent beaucoup aux jeux vidéo à la maison sont plus susceptibles de devenir par la suite des joueurs compulsifs. Les enfants qui jouent à l'argent avec leurs parents dès le plus jeune âge courent eux aussi plus de risques. »

En entrevue, vous m'avez parlé de la publicité de Loto-Québec et avez dénoncé certaines réclames. Lorsque je vous ai dit que cette publicité ne visait pas explicitement les jeunes, vous m'avez répondu qu'elle les rejoignait, que les jeunes y étaient sensibles, et qu'il s'agissait de « messages très forts ». Quant à la question du référendum, un autre journaliste vous a posé la question : « Souhaitez-vous la tenue d'un référendum au Québec ? » : vous avez répondu dans l'affirmative, mais il est vrai que l'essentiel de votre message était de limiter l'accès des appareils de loterie-vidéo aux jeunes, et c'est ce que nous avons rapporté.

André Noël

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

28 mai 2001

Page A14 manquante